

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/200133]

14 DECEMBRE 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre VII et Titre XI, relatives aux services d'accompagnement en accueil de type familial et aux services résidentiels et d'accueil de jour pour personnes handicapées et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2010 relatif au subventionnement des mesures de l'accord tripartite pour le secteur non marchand privé wallon

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, l'article 283, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 6 février 2014 et 15 mai 2014 et par le décret du 3 décembre 2015;

Vu le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2010 relatif au subventionnement des mesures de l'accord tripartite pour le secteur non marchand privé wallon;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 2 juin 2017;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 juin 2017;

Vu le rapport du 29 juin 2017 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 62.100/4 du Conseil d'Etat, donné le 16 octobre 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant la Convention des Nations Unies relatives aux droits des personnes handicapées du 13 décembre 2006 ratifiée par la Belgique le 3 juillet 2009;

Considérant la Convention internationale aux Droits de l'Enfant du 20 novembre 1989;

Considérant le protocole d'accord du 12 février 2009 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif aux engagements à l'égard des acteurs associatifs;

Considérant l'avis de la Commission wallonne de la personne handicapée, donné le 13 juillet 2017;

Sur la proposition de la Ministre de l'Action sociale;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Dans l'article 541 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 3. Dans le même Code, Deuxième partie, Livre V, Titre XI, l'intitulé du sous-titre 1^{er}, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 et remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2016, est remplacé par ce qui suit : " Services résidentiels pour adultes ".

Art. 4. L'article 1192, alinéa 1^{er}, 2°, du même Code est abrogé.

Art. 5. Dans l'article 1193, § 1^{er}, 3°, les mots « pour les adultes et cent quatre-vingt-huit pour les jeunes » sont abrogés.

Art. 6. Dans le même Code, sont abrogés :

1° l'article 1197, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014;

2° les articles 1206 et 1207;

3° l'article 1212.

Art. 7. Dans l'article 1216, § 1^{er}, 5°, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° les *a*) et *b*) sont abrogés;

2° au *d*), les mots « jeunes et » et « d'aide précoce, d'aide à l'intégration ou » sont supprimés.

Art. 8. Dans l'article 1221 du même Code, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, 5°, les mots « le sexe et l'âge minimum et maximum des jeunes pouvant être accueillis et hébergés, » sont abrogés;

2° à l'alinéa 2, 7°, les mots « aux articles 1207 à » sont remplacés par « à l'article ».

Art. 9. Dans l'article 1245, alinéa 2, du même Code, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 15 mai 2014 et 23 juin 2016, les 1°, 5°, 6°, 7°, 11° et 14° sont abrogés.

Art. 10. Dans l'article 1247 du même Code, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2017 modifiant certaines dispositions des Titres XI et XIV du Livre V de la Deuxième partie du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, relatives à l'indexation de dispositions concernant les services résidentiels et d'accueil de jour pour personnes handicapées, les mots « aux annexes 101 et 112, hormis les montants relatifs aux revenus imposables visés à l'annexe 1^{re} 12 » sont remplacés par les mots « à l'annexe 101 ».

Art. 11. Dans l'article 1255, § 3, du même Code, les mots « les services pour jeunes et » sont abrogés.

Art. 12. Dans l'article 1262, alinéa 3, du même Code, le 1° est abrogé.

Art. 13. Dans l'article 1264, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « les services résidentiels, les services d'accueil de jour » sont remplacés par « les services résidentiels pour adultes ».

Art. 14. L'article 1269 du même Code, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 décembre 2015, est abrogé.

Art. 15. Dans l'article 1271, § 5, du même Code, les mots « 315.873,02 euros » sont remplacés par les mots « 166.708,79 euros ».

Art. 16. Les articles 1277 et 1278 du même Code sont abrogés.

Art. 17. Dans l'article 1279, § 2, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot « jeune » est remplacé par âgé de moins de dix-huit ans;

2° les mots « , ainsi qu'au bénéficiaire adulte maintenu, par la dérogation visée à l'article 1192, 2° et 3°, dans un service résidentiel pour jeunes » sont abrogés.

Art. 18. Dans l'article 1280 du même Code, le deuxième alinéa est abrogé.

Art. 19. Dans l'article 1284 du même Code, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2016, le deuxième alinéa est abrogé.

Art. 20. Dans l'article 1287 du même Code, les mots « et 1277 » sont remplacés par les mots « et 1279 ».

Art. 21. Dans l'article 1288, § 2, 1°, du même Code, le c) est abrogé.

Art. 22. L'article 1289 du même Code est abrogé.

Art. 23. Dans l'article 1290 du même Code, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 décembre 2015, les mots « Les services visés à l'article 283, alinéa 2, 6° et 7° » sont remplacés par « Les services visés à l'article 283, alinéa 2, 7° ».

Art. 24. Dans l'article 1303, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « et d'aide à l'intégration » sont abrogés.

Art. 25. Dans l'article 1314/30, alinéa 3, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2016, les mots « ou par tout envoi conférant date certaine » sont insérés entre les mots « par lettre recommandée » et les mots « et dans le délai qu'elle précise ».

Art. 26. L'article 1314/67 du même Code, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2016, est complété par un alinéa rédigé comme suit : « Ces points nominatifs peuvent être accordés uniquement aux services qui démontrent l'accueil effectif d'usagers en nombre au moins égal à leur capacité subventionnée au 31 décembre 2013 pour les services d'accueil de jour pour adultes et au 31 décembre 2015 pour les services d'accueil spécialisé pour jeunes. ».

Art. 27. L'article 1314/77 du même Code, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2016, est complété par un alinéa rédigé comme suit : « Sans préjudice des dispositions visées à l'alinéa 1^{er}, les prises en charge visant à répondre aux besoins de l'utilisateur atteint de déficience mentale légère sont assimilées à des prises en charge de Niveau 1. Ces usagers peuvent prétendre uniquement à la pondération relative aux journées de soutien du jeune ou de sa famille lorsque le jeune n'est pas présent dans le service, tel que visée à l'article 1314/62, 2°. ».

Art. 28. Dans l'article 1314/91, § 1^{er}, du même Code, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2016, l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« La participation réclamée aux usagers visée à l'article 1314/93, § 1^{er}, hors celle demandée pour le transport collectif est utilisée par les services pour financer des charges éligibles. Elle ne fait pas l'objet d'une récupération par l'Agence. ».

Art. 29. Dans la Deuxième partie, Livre V, Titre XI, du même Code il est inséré un sous-titre 3, comportant les nouveaux articles 1314/97 à 1314/187, rédigés comme suit :

“ Sous-titre 3. Services résidentiels pour jeunes

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Art. 1314/97. Pour l'application du présent sous-titre, l'on entend par :

1° l'Agence : l'Agence visée à l'article 2 du Code décretaal;

2° l'utilisateur : toute personne handicapée visée à l'article 261 du Code décretaal, pour laquelle la décision d'intervention de l'Agence conclut au bien-fondé de bénéficier du soutien d'un des services visés à l'article 283, alinéa 2, 7°, du Code décretaal;

3° le jeune : un usager âgé de moins de dix-huit ans ou l'utilisateur âgé de dix-huit à vingt-cinq ans pour lequel la décision d'intervention visée à l'article 280 du Code décretaal précise qu'il peut continuer à bénéficier de services pour jeunes du fait de la poursuite de sa scolarité, de la mise en place d'un projet de formation professionnelle ou d'un projet d'intégration dans un autre milieu de vie;

4° le relevé mensuel des journées des présences : la liste des journées de présences des usagers selon un modèle établi par l'Agence;

5° le cadastre de l'emploi : la liste du personnel établie par le service au terme de chaque année selon un modèle établi par l'Agence;

6° l'entité administrative : l'entité constituée de plusieurs services agréés par l'Agence, dépendant d'un même pouvoir organisateur, gérés par une direction générale commune, qui possède pour l'ensemble des services, la responsabilité de la gestion journalière tant administrative, financière que du personnel, à savoir : le pouvoir quotidien effectif de donner des ordres et directives au personnel, en ce compris le pool administratif commun à ces services et d'être mis en possession des moyens lui permettant de faire face aux charges financières relatives au fonctionnement quotidien des services concernés;

7° l'entité liée : l'entité liée à une association définie à l'article 19, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4°, de l'arrêté royal du 19 décembre 2003 relatif aux obligations comptables et à la publicité des comptes annuels de certaines associations sans but lucratif, associations internationales sans but lucratif et fondations;

8° la délégation de pouvoirs : le document écrit du pouvoir organisateur donnant sous la responsabilité de celui-ci ou du directeur général de l'entité administrative, habilitation au directeur du service d'assurer la gestion du service en ce qui concerne au minimum la mise en œuvre et le suivi du projet pédagogique, la gestion du personnel, la gestion financière, l'application des réglementations en vigueur, la représentation du service dans ses relations avec l'Agence;

9° la capacité d'accueil : le nombre maximum de personnes handicapées qu'il est permis d'accueillir en même temps par infrastructure tel que déterminé par l'attestation du service régional d'incendie;

10° un point : une unité d'agrément correspondant à la présence d'un usager accueilli à titre ordinaire;

11° l'objectif points : le nombre de points que le service résidentiel pour jeunes atteint obligatoirement pour maintenir son agrément et les subsides y afférents;

12° un extrait de casier judiciaire : un extrait de casier selon le modèle visé à l'article 596 du Code d'instruction criminelle;

13° canevas d'intervention : ensemble d'informations administratives et médicales et définissant la catégorie de handicap et la stratégie générale d'intervention.

Les services visés à l'alinéa 1^{er}, 6^o, concernés par le regroupement sont situés à une distance raisonnable du lieu où siège principalement la direction et où sont concentrées les données administratives nécessaires à la gestion journalière. La direction de l'ensemble des services agréés et subventionnés par l'Agence est réalisée à temps plein.

CHAPITRE II. — *Principes généraux et missions des services*

Art. 1314/98. Dans le respect des principes énoncés à l'article 264 du Code décretaal, le service résidentiel pour jeunes accueille, oriente et encadre des jeunes dont les troubles intellectuels, sensoriels, physiques ou psychiques handicapent leur intégration familiale, sociale, scolaire ou professionnelle.

Le service résidentiel propose au jeune une approche psycho-médico-socio-éducative et formative à visée pédagogique et thérapeutique soutenant son développement, favorisant son bien-être et son autonomie, dans l'objectif qu'il intègre d'autres milieux de vie.

Le service résidentiel travaille en partenariat avec le jeune, sa famille et les intervenants internes et externes.

Le service résidentiel répond aux besoins particuliers du jeune, en ce compris en l'accompagnant dans son réseau socio-familial.

CHAPITRE III. — *Agrément*

Section 1^{re}. — Procédure

Art. 1314/99. La demande d'agrément est accompagnée des documents et informations suivants :

1^o un projet de service ainsi que le mode d'élaboration et de suivi des projets individuels établi selon le canevas minimum prévu à l'annexe 114/1;

2^o un règlement d'ordre intérieur qui reprend au minimum :

a) l'identification exacte précisant au minimum la dénomination, le siège, la nature et la forme juridique de la personne juridique chargée de la gestion du service et la mention de la date de l'agrément et de la durée de celui-ci lorsque le service a déjà été agréé;

b) les objectifs du service et l'ensemble des services offerts par celui-ci, avec une description globale des usagers à accueillir;

c) les conditions spéciales d'admission, notamment celles tenant à la période d'essai, les caractéristiques spécifiques des usagers telles que l'âge, le sexe, les handicaps supplémentaires ou l'exclusion de ceux-ci;

d) les circonstances pouvant donner lieu à la réorientation ou au congédiement de la personne handicapée du service, la durée du préavis;

e) les modalités de mise en œuvre du conseil des usagers;

f) les modalités d'introduction des réclamations, des suggestions et des remarques éventuelles et leur mode de traitement;

g) les droits et obligations mutuels de l'utilisateur, de son représentant légal et du service;

h) les risques couverts par les polices d'assurance souscrites par le service;

3^o une note indiquant les catégories de handicaps dont sont atteintes les personnes que le service d'hébergement propose de recevoir ainsi que leur sexe et leur âge;

4^o l'identité du directeur du service, une copie de ses diplômes;

5^o l'extrait de casier judiciaire du directeur, datant de moins de trois mois et exempt de condamnations à des peines correctionnelles incompatibles avec la fonction ou criminelles;

6^o la délégation de pouvoirs;

7^o un rapport d'un service communal ou d'un service régional d'incendie attestant que toutes les précautions ont été prises pour éviter les incendies et précisant la capacité d'accueil des infrastructures;

8^o un plan de l'établissement indiquant pour ses différents niveaux les voies de communication internes et la destination des locaux;

9^o le numéro d'enregistrement auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises.

Art. 1314/100. Dans les trente jours de l'envoi de la demande, l'Agence adresse au demandeur un avis de réception du dossier si celui-ci est complet. Si le dossier n'est pas complet, l'Agence en informe le demandeur et précise par quelles pièces le dossier est complété.

Section 2. — Décision d'agrément

Art. 1314/101. Lorsque le dossier est complet, l'Agence instruit la demande et le Ministre statue dans un délai de six mois à dater de la réception du dossier complet de demande d'agrément.

Art. 1314/102. L'agrément est donné pour une durée indéterminée.

La décision d'agrément mentionne:

1^o le type de service pour lequel la structure est agréée;

2^o les catégories de handicaps dont sont atteintes les personnes que le service peut accueillir;

3^o la capacité d'accueil du service et le nombre de places résidentielles physiques subventionnées au 31 décembre 2016;

4^o l'objectif points que doit atteindre le service;

5^o la localisation des implantations ainsi que leur capacité d'accueil;

6^o le nombre de personnes handicapées déclarées prioritaires en situation d'urgence pouvant être accueillies par le service et donnant droit à une subvention particulière.

Art. 1314/103. Par dérogation à l'article 1314/102, alinéa 1^{er}, l'agrément d'un nouveau service est accordé pour une durée à l'essai d'un an à trois ans maximum. Au terme de la période, l'agrément est, sauf décision contraire du Ministre, accordé pour une durée indéterminée.

Art. 1314/104. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 1314/102, alinéa 1^{er}, le Ministre peut retirer, suspendre ou limiter temporairement la durée de l'agrément dès qu'il constate que l'une des conditions fixées aux articles 1314/111 à 1314/133 n'est plus respectée.

§ 2. La limitation temporaire de la durée de l'agrément s'exerce par l'octroi par le Ministre d'un agrément provisoire d'une durée d'un à trois ans.

Au terme de cette période, l'agrément est, sauf décision contraire du Ministre, accordé pour une durée indéterminée.

§ 3. Le Ministre peut, pour une durée qui ne peut pas être supérieure à deux ans, conditionner le maintien de l'agrément à l'instauration d'un comité d'accompagnement chargé d'aider le service à satisfaire aux conditions d'agrément.

Le comité d'accompagnement est composé au minimum :

- 1° d'un représentant de l'Agence;
- 2° d'un expert désigné par le comité de Branche Handicap de l'Agence en fonction de sa compétence relative au problème existant;
- 3° d'un représentant du pouvoir organisateur du service concerné;
- 4° d'un représentant des organisations représentatives des travailleurs;
- 5° d'un représentant des familles ou des usagers.

Si, au terme du délai fixé, le service ne satisfait toujours pas aux conditions d'agrément, le Ministre procède au retrait total ou partiel de l'agrément.

§ 4. La décision de retrait, de suspension ou de limitation d'agrément est notifiée par lettre recommandée ou par tout envoi conférant date certaine au Président et au directeur.

Art. 1314/105. Lors de la fermeture d'un service consécutive à un retrait d'agrément, l'Agence veille à la collaboration de tout service pour assurer l'orientation et l'hébergement urgent des usagers.

Section 3. — Modification d'agrément

Art. 1314/106. Toute demande de modification d'agrément est motivée et adressée par lettre à l'Agence.

Art. 1314/107. Toute demande de modification d'agrément qui vise à augmenter la capacité d'accueil ou l'objectif points d'un service est accompagnée du document visé à l'article 1314/99, 7°.

Art. 1314/108. L'Agence apprécie les éléments du dossier et réclame éventuellement des documents complémentaires. Lorsque le dossier est complet, l'Agence en avertit le demandeur par l'envoi dans les trente jours d'un accusé de réception.

Le Ministre prend sa décision dans les trois mois qui suivent l'envoi de l'accusé de réception.

Art. 1314/109. En cas de décision favorable, la modification d'agrément est considérée effective le premier jour du mois qui suit la notification de celle-ci. S'il s'agit d'une modification d'agrément relative à une transformation de service, le service réalise la transformation à la date mentionnée dans la décision d'agrément.

Section 4. — Conditions d'agrément

Sous-section 1^{re}. — Disposition introductive

Art. 1314/110. Outre les principes d'agrément prévus aux articles 467 et 469, les services répondent aux conditions d'agrément visées aux articles 1314/111 à 1314/131 ainsi qu'aux exigences mentionnées à l'article 1314/132.

Sous-section 2. — Conditions générales relatives à l'accueil des usagers

Art. 1314/111. Le service garantit l'indépendance, la liberté de choix et respecte les convictions idéologiques, philosophiques ou religieuses du jeune et de sa famille.

L'admission d'un jeune ne peut en aucun cas être refusée pour des raisons financières. Une déclaration sur l'honneur est signée à cet effet par le pouvoir organisateur et la direction du service, selon un modèle établi par l'Agence.

Sous-section 3. — Conditions relatives au projet de service et à la prise en charge des usagers

Art. 1314/112. Le projet de service est élaboré, évalué et mis à jour en concertation avec l'équipe sociale, éducative et thérapeutique du service.

Le service respecte les objectifs de son projet de service.

Le service met en œuvre les moyens qui concourent à la réalisation des objectifs visés à l'alinéa 2.

Le projet, son évaluation ainsi que ses mises à jour sont mis à disposition de tous les membres du service et au Conseil des usagers. Il est mis à jour et évalué, au minimum, tous les six ans.

Art. 1314/113. Le service met en place un projet individuel pour chaque usager.

Le projet individuel est élaboré en concertation avec l'ensemble des intervenants internes et externes, la personne handicapée ou son représentant légal.

Le projet individuel contient au minimum:

- 1° l'identification de l'utilisateur;
- 2° les objectifs à atteindre;
- 3° la méthodologie utilisée et les moyens concrets mis en œuvre pour atteindre ses objectifs;
- 4° la ou les personnes ressources;
- 5° la procédure d'évaluation et la date d'échéance de celle-ci.

Le projet individuel est établi dans un délai de six mois à dater de l'admission dans le service.

Art. 1314/114. Le service résidentiel pour jeunes tient un dossier interdisciplinaire individuel pour chacun de ses usagers.

En fonction des besoins et des difficultés vécues par les usagers, le dossier précise les informations nécessaires au service en matière de:

- 1° connaissances, aptitudes, potentialités et aspirations de la personne;
- 2° santé physique ou psychique;
- 3° vie sociale et familiale de la personne.

Art. 1314/115. Une convention d'accueil ou d'accompagnement est conclue entre chaque usager ou son représentant légal et le service.

La convention est signée par les deux parties et remise à chacune d'entre elles.

La convention comprend au moins les dispositions suivantes :

- 1° l'identité des parties, le cas échéant, l'identité de l'utilisateur est accompagnée de celle de son représentant légal;
- 2° la date d'admission ou de début des interventions, la durée du contrat, et le cas échéant, la durée de la période d'essai;
- 3° le montant de la participation financière due;
- 4° la personne physique ou morale qui répond du paiement et du mode de règlement et de paiement;
- 5° les modalités de préavis et de résiliation de la convention;
- 6° le mode suivant lequel la convention peut être adaptée ou modifiée.

Un exemplaire du règlement d'ordre intérieur est signé pour réception et pour accord par l'utilisateur ou son représentant légal. Le règlement d'ordre intérieur fait partie intégrante de la convention.

Art. 1314/116. L'utilisateur ou son représentant légal a le droit d'être informé de façon complète, exacte et en temps utile sur toutes les questions touchant son accueil et son projet individuel y compris l'information relative au dossier visé à l'article 1314/114, tenu par le service sous réserve du secret professionnel et dans le respect de la loi sur la protection de la vie privée.

Art. 1314/117. Le service tient à jour un relevé des activités qu'il organise tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'établissement. Le relevé est accessible à tous.

Art. 1314/118. Le service assure en permanence une direction effective. A défaut de la présence du directeur, un membre du personnel délégué à cet effet est en mesure de prendre les dispositions utiles en cas d'urgence et répondre aux demandes tant extérieures qu'intérieures.

Art. 1314/119. Le service, préalablement à toute admission d'une personne handicapée, souscrit une police d'assurance:

- 1° couvrant la responsabilité civile du service ou des personnes dont il répond pour tout dommage survenu à un usager ou causé par celui-ci;
- 2° couvrant tout dommage causé par un usager qui ne mettrait pas en cause sa responsabilité civile ou tout dommage dont il aurait été victime pendant son séjour.

Pour la couverture visée à l'alinéa 1^{er}, 1°, l'assurance précise que l'utilisateur garde la qualité de tiers et couvre les dommages jusqu'à concurrence d'un minimum de 2.478.935,25 euros pour les dommages corporels et 247.893,52 euros pour les dommages matériels, par sinistre.

Pour la couverture visée à l'alinéa 1^{er}, 2°, l'assurance couvre le décès à concurrence d'un montant minimum de 2.478,94 euros, l'incapacité permanente à concurrence d'un montant minimum de 12.394,68 euros et les frais de traitement à concurrence d'un montant minimum de 2.478,94 euros.

Sous-section 4. — Conditions relatives au personnel

Art. 1314/120. Le personnel du service répond aux normes de qualification prévues à l'annexe 114/2.

Les membres du personnel fournissent, lors de leur engagement, un extrait de leur casier judiciaire exempt de condamnations à des peines correctionnelles incompatibles avec la fonction ou criminelles.

Art. 1314/121. Le service tient à disposition de l'Agence les copies des diplômes, certificats et attestations des membres du personnel.

Art. 1314/122. Le service répond aux normes en matière de personnel éducatif prévues à l'annexe 114/3.

Le personnel des services dont l'objectif points est supérieur à quatre mille points comporte des travailleurs ayant au moins trois des quatre qualifications suivantes : psychologue ou assistant en psychologie ou psychopédagogue, éducateur, assistant social, paramédical.

Les travailleurs visés à l'alinéa 2 sont rémunérés à cet effet.

La direction des services dont l'objectif points est supérieur à quatre mille points est assurée à concurrence d'un mi-temps minimum.

Les prestations liées à l'hôtellerie, l'administration du service, son entretien et sa maintenance sont assurées par du personnel engagé et rémunéré à cet effet par le service.

Le service peut assurer tout ou partie des tâches visées aux alinéas 2 et 5 avec l'aide de prestataires extérieurs, obligatoirement liés avec lui par convention écrite.

Art. 1314/123. Dans une entité administrative, les normes quantitatives par service prévues à l'annexe 114/3 sont additionnées et contrôlées en globalisant le personnel affecté aux différents services concernés.

Art. 1314/124. § 1^{er}. S'appuyant sur son projet, le service établit un plan de formation du personnel qui s'étend au moins sur deux années.

Le plan, construit à l'issue d'un débat entre les acteurs concernés :

- 1° détermine les objectifs poursuivis;
- 2° décrit les liens entre l'environnement global du service, la dynamique du projet de service et le développement des compétences du personnel;
- 3° définit les critères, les modalités et la périodicité d'évaluation des trois aspects ainsi que les dispositifs mis en place pour assurer la formation continuée du personnel éducatif;
- 4° identifie les activités de formation permanente de deux jours au moins par an auxquelles participent les éducateurs chef de groupe, les sous-directeurs et directeurs.

§ 2. Pour ce qui concerne le personnel des services relevant des pouvoirs locaux et des provinces, le plan de formation visé à l'alinéa 1^{er} s'inscrit dans le plan de formation établi à l'initiative du conseil régional de la formation créé par le décret du 6 mai 1999 portant création du Conseil régional de la formation des agents des administrations locales et provinciales de Wallonie.

Sous-section 5. — Conditions en matière de gestion administrative et comptable

Art. 1314/125. Pour être agréé, le service :

1° est organisé par un pouvoir public, un établissement d'utilité publique, une association sans but lucratif, une association internationale sans but lucratif ou une fondation;

2° lorsqu'il est organisé par une association sans but lucratif ou une association internationale sans but lucratif, celle-ci ne peut pas comporter des membres du personnel ou de personnes apparentées à ceux-ci jusqu'au troisième degré, à concurrence de plus d'un cinquième de ses membres effectifs;

3° lorsqu'il est organisé par une association sans but lucratif ou une association internationale sans but lucratif, son conseil d'administration ne peut pas comprendre des personnes appartenant à la même famille, conjoints, cohabitants légaux et parents ou alliés jusqu'au deuxième degré inclusivement, en nombre supérieur, pour chaque famille, au tiers du nombre total des membres composant le conseil d'administration ni des personnes faisant partie du personnel du service;

4° possède une autonomie technique, budgétaire et comptable ainsi qu'une gestion administrative de nature à permettre tant l'exécution de sa mission que le contrôle de celle-ci par l'Agence;

5° est dirigé par un directeur, personne physique rémunérée pour la fonction et habilitée à assurer les missions qui lui sont confiées par la délégation de pouvoirs écrite du pouvoir organisateur, sous la responsabilité de celui-ci ou du directeur général de l'entité administrative;

6° transmet, à la demande de l'Agence tous documents justificatifs requis pour l'exercice de son contrôle, notamment les comptes annuels, les documents nécessaires au calcul des différentes subventions, le cadastre de l'emploi, le relevé mensuel des journées de présences, ainsi que le plan de formation visé à l'article 1314/124, § 1^{er};

7° mentionne la référence de l'agrément par l'Agence sur tous les actes et autres documents, publicités et affichages émanant du service.

L'autonomie technique, comptable et budgétaire visée à l'alinéa 1^{er}, 4°, peut éventuellement être obtenue via l'organisation d'une entité administrative.

En cas de manquement ou d'irrégularité dans l'exécution du mandat confié au directeur visé à l'alinéa 1^{er}, 5°, l'Agence invite par lettre recommandée ou par tout envoi conférant date certaine et dans le délai qu'elle précise, le pouvoir organisateur à prendre les dispositions qui s'imposent.

Si à l'expiration du délai visé à l'alinéa 3, les dispositions n'ont pas été prises, l'Agence en saisit le Ministre qui statue conformément à l'article 475.

Art.1314/126. Sans préjudice de la législation sur la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, les intitulés et numéros de comptes appropriés à l'activité des services sont communiqués par l'Agence au service.

Art. 1314/127. Les comptes annuels de chaque service sont transmis à l'Agence au plus tard pour le trente juin de l'année suivant l'exercice comptable, accompagnés du rapport d'un réviseur d'entreprises dont la mission est de certifier et le cas échéant de redresser les comptes.

Les comptes annuels sont accompagnés d'une liste exhaustive des entités liées. Les comptabilités des entités peuvent par ailleurs être consultées à la demande par les services de l'Agence.

L'exercice comptable correspond à l'année civile.

Art. 1314/128. Le service est en mesure de prouver qu'il a satisfait à toutes les obligations fiscales et sociales.

Sous-section 6. — Obligations relatives à la prise en charge de personnes handicapées de nationalité étrangère

Art. 1314/129. § 1^{er}. Le service transmet annuellement à l'Agence un cadastre des personnes de nationalité étrangère accueillies.

§ 2. On entend par " cadastre des personnes de nationalité étrangère accueillies ", la liste des personnes handicapées accueillies durant chaque exercice reprenant pour chacune d'elle le nom, le prénom, la date de naissance, le sexe, la nationalité, l'adresse du domicile de la personne ou de son représentant légal, la ou les autorités responsables du placement et du financement.

§ 3. Les services envoient le cadastre visé au paragraphe 2, dûment complété sur le formulaire produit par l'Agence, au plus tard pour le 31 mars suivant l'exercice écoulé.

Sous-section 7. — Conditions relatives aux bâtiments et aux installations

Art. 1314/130. Les bâtiments et installations répondent aux normes prévues à l'annexe 111 et les services les occupants sont en permanence en possession d'un rapport valide d'un service communal ou d'un service régional d'incendie attestant que toutes les précautions ont été prises pour éviter les incendies et précisant la capacité d'accueil des infrastructures.

Sous-section 8. — Obligation relative au conseil des usagers

Art. 1314/131. § 1^{er}. Chaque service crée en son sein un conseil composé d'usagers ayant pour mission de formuler toute suggestion relative à la qualité de vie et à l'organisation pratique de l'accueil.

§ 2. Le conseil des usagers comporte au moins trois membres dont un président élu en son sein. Il se réunit au moins une fois par trimestre.

Le service veille à ce que la liste des membres du conseil soit communiquée aux usagers.

§ 3. Un membre du personnel assure l'animation et le secrétariat du conseil des usagers, établit et consigne dans un registre prévu à cet effet, les procès-verbaux des réunions.

§ 4. Les responsables du service transmettent au conseil toutes informations utiles à la participation au projet de service.

Une concertation entre le conseil des usagers et le service est organisée pour :

1° les modifications au règlement d'ordre intérieur;

2° d'importantes modifications aux conditions générales de vie.

Sous-section 9. — Evaluation des services

Art. 1314/132. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article 315 du Code décrétal, afin de permettre à l'Agence de vérifier le respect des conditions d'agrément, les services lui transmettent tous les six ans, les documents suivants :

- 1° le projet de service tel que visé à l'article 1314/99, 1°, actualisé;
- 2° le règlement d'ordre intérieur tel que visé à l'article 1314/99, 2°, actualisé;
- 3° le dernier rapport d'activités du service;
- 4° en cas de changement de responsable de service, une copie des diplômes et certificats du responsable de service ainsi que la délégation de pouvoirs écrite du pouvoir organisateur tel que visée à l'article 1314/99, 6°;
- 5° la liste actualisée des membres du conseil d'administration.

§ 2. Le service informe l'Agence si un changement se produit au niveau :

- 1° de l'extrait du casier judiciaire tel que visé à l'article 1314/99, 5°;
- 2° des modifications aux statuts publiées ou déposées au greffe.

Section 5. — Contrôle

Art. 1314/133. L'Agence vérifie le respect des normes d'agrément et assure une fonction de conseil auprès des services.

L'Agence s'assure du respect des règles en matière d'octroi et d'utilisation des subventions et des obligations imposées en matière de comptabilité.

Art. 1314/134. L'Agence procède périodiquement à l'évaluation de la mise en œuvre des projets de service.

Pour ce faire, elle évalue en collaboration avec les services et les équipes éducatives, les méthodes de travail, la qualité des services, des prestations et la mise en place des projets de vie des usagers.

Elle vérifie l'existence et la mise à jour du dossier individuel.

Art. 1314/135. Les remarques et conclusions des différentes inspections, positives ou négatives, sont transmises aux pouvoirs organisateurs et aux directions à qui il revient d'en informer le conseil d'entreprise ou la délégation syndicale ainsi que le conseil des usagers.

CHAPITRE IV. — Plaintes

Art. 1314/136. Toute plainte relative à la prise en charge dans un service est formulée par écrit.

La plainte est adressée à l'Agence qui en accuse réception et en informe le pouvoir organisateur.

L'Agence procède à l'instruction de la plainte et informe le plaignant et le pouvoir organisateur des résultats de celle-ci et des suites y réservées dans un délai maximum de six mois.

CHAPITRE V. — Politique d'admission

Art. 1314/137. Les services peuvent admettre les personnes handicapées si elles sont en possession, soit :

- 1° de la décision d'intervention de l'Agence visée à l'article 280 du Code décrétal qui conclut à la nécessité de bénéficier des prestations d'un service résidentiel pour jeunes;
- 2° de la décision d'un organisme compétent d'une autre collectivité fédérée admise à produire, en vertu d'un accord de coopération, ses effets sur le territoire de la région linguistique de langue française.

À défaut de pouvoir se prévaloir d'une des décisions visées à l'alinéa 1^{er}, le service peut également admettre une personne handicapée pour autant que le service complète le canevas d'intervention et s'engage à fournir à l'Agence les pièces nécessaires pour établir la décision d'intervention.

Art. 1314/138. Les services ne peuvent pas admettre des usagers au-delà de leur capacité d'accueil.

Art. 1314/139. Chaque service agréé pour la ou les déficiences visées à l'alinéa 2 pourvoit au remplacement des personnes sorties par des personnes atteintes desdites déficiences.

Les déficiences visées à l'alinéa 1^{er} sont:

- 1° la paralysie cérébrale, la sclérose en plaques, le spina-bifida, la myopathie, la neuropathie;
- 2° la déficience intellectuelle profonde;
- 3° la déficience intellectuelle sévère;
- 4° le trouble moteur, la dysmélie, la poliomyélite, la malformation du squelette et des membres avec handicap associé;
- 5° le trouble envahissant du développement et troubles du comportement associés au handicap;
- 6° l'autisme;
- 7° la lésion cérébrale congénitale ou acquise.

Art. 1314/140. Par dérogation à l'article 1314/139, le service peut accueillir des personnes ne répondant pas aux déficiences visées à l'article 1314/139 et qui souhaitent les fréquenter à titre occasionnel.

Art. 1314/141. L'usager ne peut pas être pris en charge au même moment par plusieurs services, à l'exclusion du soutien d'un service spécifique d'aide précoce, d'aide à l'intégration ou d'accompagnement, ou d'une cellule mobile d'intervention.

CHAPITRE VI. — Personnes handicapées prioritaires en situation d'urgence

Art. 1314/142. Sont déclarées personnes handicapées prioritaires en situation d'urgence, les personnes de grande dépendance, pour lesquelles une enquête sociale diligentée par l'Agence démontre une situation sociale telle qu'une prise en charge spécialisée s'avère indispensable.

Par personne de grande dépendance, il faut entendre les jeunes atteints des déficiences visées à l'article 1314/139.

L'enquête sociale visée à l'alinéa 1^{er} valide la nécessité d'un accueil d'urgence pour la personne :

- 1° dont le principal soutien familial n'est plus en mesure d'assurer la mission;
- 2° dont la situation actuelle présente un danger pour son intégrité ou celle de tiers;
- 3° qui a subi plusieurs exclusions.

Art. 1314/143. Dans des situations individuelles exceptionnelles, l'Agence peut étendre les dispositions de l'article 1314/142 à une personne handicapée ne répondant pas aux critères de grande dépendance.

Dans les situations visées à l'alinéa 1^{er}, l'Agence intervient directement auprès de tout service agréé afin de négocier une admission.

CHAPITRE VII. — *Les points**Section 1^{ère}. — Dispositions générales*

Art. 1314/144. Le Ministre attribue aux services résidentiels pour jeunes un objectif points à atteindre sur une période d'observation de trois ans.

Pour atteindre l'objectif, les services assurent l'accompagnement, l'encadrement et l'hébergement des jeunes.

La valeur en points d'une journée de présence de l'utilisateur dépend de sa catégorie de handicap, de sa présence au sein du service et du type de prestation qui lui est fournie par le service.

Les points non utilisés au terme d'une période d'observation sont redistribués au cours de la période d'observation suivante.

*Section 2. — Détermination et modification de l'objectif points**Sous-section 1^{ère}. — Détermination de l'objectif points*

Art. 1314/145. § 1^{er}. Afin d'octroyer au service préexistant au 1^{er} janvier 2017 la garantie des moyens antérieurs, l'objectif points est fixé en fonction des subventions perçues par celui-ci en 2014.

La valeur d'un point pour la détermination de l'objectif points est de 125,88 euros.

§ 2. Par subventions perçues en 2014, il faut entendre la subvention forfaitaire annuelle augmentée des subventions visées aux articles 1262 ou 1263 et du supplément pour ancienneté pécuniaire déduction faite du coût réel de l'ancienneté.

§ 3. Le coût réel de l'ancienneté correspond à la différence entre le prix théorique à l'ancienneté du service et le prix théorique calculé sur base forfaitaire de dix ans.

§ 4. L'objectif points correspond au montant visé au paragraphe 2, divisé par la valeur d'un point telle que définie au paragraphe 1^{er}, alinéa 2.

Le résultat obtenu est arrondi à l'unité supérieure.

Art. 1314/146. Dans les limites des crédits budgétaires, le Ministre fixe l'objectif points du service qui viendrait à être agréé postérieurement au 1^{er} janvier 2017.

Sous-section 2. — Observation du nombre de points atteints

Art. 1314/147. L'observation du nombre de points atteints s'effectue sur une période de trois années civiles complètes appelée période d'observation.

Art. 1314/148. Les services transmettent à l'Agence le relevé mensuel des journées de présences, accompagné du relevé mensuel de présences des personnes handicapées prioritaires en situation d'urgence pour lesquelles une subvention particulière a été octroyée sur base des dispositions de l'article 1314/172, dûment complétés, dans les quinze jours qui suivent la fin du mois.

Art. 1314/149. L'Agence enregistre, sur la base des relevés mensuels visés à l'article 1314/149, les éventuelles entrées et sorties des usagers et renvoie au service une fiche reprenant le total des points accordés pour le mois concerné.

Art. 1314/150. Si au terme de la période d'observation, la moyenne des points cumulés par le service est inférieure à son objectif points, son objectif points pour la période d'observation suivante sera réduit à due proportion.

Si le déficit de points visés à l'alinéa 1^{er} est supérieur à cinq pour cent de l'objectif points, le montant des subventions correspondant au déficit de points constaté est récupéré par l'Agence.

Sous-section 3. — La redistribution des points non utilisés

Art. 1314/151. Le Gouvernement attribue les points non utilisés à l'issue de la période d'observation à de nouveaux services ou augmente l'objectif points de services existants.

Art. 1314/152. Pour entrer dans les conditions pour bénéficier des points non utilisés à réaffecter, les services existants capitalisent un nombre de points excédentaires lors de la période d'observation par rapport à l'objectif points fixé.

Art. 1314/153. L'Agence établit un classement des services en donnant la priorité aux services se situant dans les commissions subrégionales où l'offre de services visée à l'article 1314/183 est la plus défavorable.

Art. 1314/154. L'Agence avertit les services qui disposent d'un délai de trente jours pour se porter candidat pour l'octroi de points supplémentaires.

Section 3. — Comptabilisation des points

Art. 1314/155. La comptabilisation des points observés est déterminée en multipliant les journées de présence des usagers, à l'exception de ceux pour lesquels une subvention particulière est accordée sur base des dispositions de l'article 1314/172, par la valeur du point.

Art. 1314/156. La valeur en point des journées de présence des usagers pour les services résidentiels pour jeunes est déterminée comme suit :

Catégorie de handicap	Valeur d'une journée avec scolarité	Valeur d'une demi-journée avec scolarité	Valeur d'une journée sans scolarité (hors week-ends et jours fériés)	Valeur d'une journée sans scolarité (week-ends ou jours fériés)	Valeur d'une journée de soutien du jeune ou de sa famille lorsque le jeune n'est pas présent dans le service
Niveau 1	1	1,22	1,41	1,55	0,33
Niveau 2	1,25	1,53	1,76	1,94	0,42
Niveau 3	1,75	2,14	2,46	2,71	0,59
Niveau 4	1,75	2,14	2,46	2,71	0,59

Art. 1314/157. On entend par "journée avec scolarité" et par «demi-journée avec scolarité», les périodes durant lesquelles le jeune est hébergé dans le service et fréquente en journée un établissement scolaire.

Est assimilée à une journée avec scolarité ou demi-journée avec scolarité toute période durant laquelle le jeune est hébergé dans le service et est pris en charge en journée par un organisme extérieur.

Le type de journée visé à l'alinéa 1^{er} peut être déclaré uniquement pour les jeunes de moins de vingt et un ans, ou de plus de vingt et un ans et qui terminent leur scolarité dans l'enseignement secondaire l'année de leurs vingt et un ans.

Art. 1314/158. On entend par " journée sans scolarité ", les périodes durant lesquelles le jeune est hébergé dans le service et le fréquente également en journée.

Sont assimilées à des journées sans scolarité :

1° les périodes de week-end, jours fériés et vacances durant lesquelles le jeune est hébergé dans le service et le fréquente également en journée;

2° à concurrence d'un maximum de trois journées consécutives, les périodes de fugue ayant fait l'objet d'un signalement auprès de la police.

Le type de journée visé à l'alinéa 1^{er} peut être déclaré uniquement pour les jeunes de moins de vingt et un ans, ou de plus de vingt et un ans et qui terminent leur scolarité dans l'enseignement secondaire l'année de leurs vingt et un ans.

Art. 1314/159. On entend par " journée de soutien du jeune ou de sa famille lorsque le jeune n'est pas présent dans le service ", l'action menée en extra-muros par les équipes du service résidentiel pour jeunes afin de soutenir le jeune ou sa famille dans la mise en place d'un projet de formation professionnelle ou d'intégration d'un autre milieu de vie.

Sont assimilées à des journées de soutien visées à l'alinéa 1^{er}, les périodes durant lesquelles le jeune est hospitalisé en dehors du service sous la responsabilité de celui-ci ou écarté dans une institution publique de protection de la jeunesse, un établissement psychiatrique ou un centre de séjour thérapeutique.

Le service ne peut déclarer plus de cent-quatre-vingts journées de soutien visées à l'alinéa 1^{er} par jeune lorsque ce dernier réintègre le milieu familial.

Les documents rapportant les actions menées dans le cadre des journées de soutien visées à l'alinéa 1^{er} déclarées par le service sont annexés au dossier individuel du jeune et peuvent être consultés à la demande par les services de l'Agence.

Art. 1314/160. Les points obtenus par un service résultent de l'addition des points observés via les relevés mensuels des journées de présence.

CHAPITRE VIII. — *Le subventionnement*

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 1314/161. Dans les limites des crédits budgétaires, il est accordé aux services :

1° une subvention de base;

2° un supplément pour ancienneté pécuniaire;

3° une subvention particulière pour les services qui accueillent des personnes visées à l'article 1314/142;

4° une subvention spécifique leur permettant de financer les augmentations salariales résultant de la valorisation des heures inconfortables, le complément à la prime de fin d'année et la formation dans le cadre des dispositions prises par l'accord tripartite pour le secteur non marchand privé wallon du 24 février 2011.

Section 2. — La subvention de base

Art. 1314/162. La subvention de base est destinée à couvrir :

1° les charges de fonctionnement;

2° les charges de personnel non éducatif et éducatif dont les qualifications correspondent aux titres requis repris à l'annexe 114/2;

3° les charges de rémunération du médecin coordinateur;

4° les frais personnalisables;

5° les suppléments destinés à l'embauche compensatoire liée à l'octroi de jours de congés supplémentaires dans le cadre des dispositions prises par l'accord tripartite pour le secteur non marchand privé wallon;

6° pour les services concernés, le supplément lié à la revalorisation des barèmes pour les chefs éducateurs et les chefs de groupe.

Art. 1314/163. La subvention de base est obtenue en multipliant l'objectif points d'un service par la valeur du point.

Art. 1314/164. La valeur d'un point en service résidentiel pour jeunes est fixée à 127,64 euros pour les services gérés par un pouvoir organisateur privé.

La valeur d'un point en service résidentiel pour jeunes est fixée à 126,23 euros pour les services gérés par un pouvoir organisateur public.

Art. 1314/165. Pour l'application de l'article 1314/156, les prises en charge résidentielles pour jeunes sont réparties en quatre niveaux :

1° le niveau 1 : prise en charge visant à répondre aux besoins des usagers atteints de déficience mentale légère ou modérée ou de troubles graves de la vue ou de l'ouïe;

2° le niveau 2 : prise en charge visant à répondre aux besoins des usagers atteints de déficience mentale sévère ou profonde avec ou sans troubles envahissants du développement, ou de troubles caractériels, ou de troubles moteurs, ou de dysmélie, poliomyélite, ou de malformations du squelette;

3° le niveau 3 : prise en charge visant à répondre aux besoins des usagers atteints de paralysie cérébrale, ou de sclérose en plaques, ou de spina-bifida, ou de lésion cérébrale congénitale ou acquise;

4° le niveau 4 : prise en charge visant à répondre aux besoins des usagers atteints d'autisme.

Art. 1314/166. La subvention de base est liquidée anticipativement durant l'exercice d'attribution par mensualités.

Les mensualités sont automatiquement ajustées le deuxième mois qui suit le dépassement de l'indice pivot qui sert de référence à l'indexation des salaires dans la fonction publique.

Art. 1314/167. Le Ministre détermine l'objectif points du service créé ou pour lequel est autorisée une extension suite à l'octroi d'un financement spécifique décidé par le Gouvernement.

Section 3. — Le supplément pour ancienneté pécuniaire

Art. 1314/168. § 1^{er}. Les services dont l'ancienneté pécuniaire moyenne pour l'ensemble du personnel est supérieure à dix ans reçoivent au terme de l'exercice, un supplément de subvention de personnel afin de leur permettre de financer les augmentations salariales résultant de l'ancienneté du personnel.

§ 2. Au terme de chaque année civile, le service transmet par voie électronique à l'Agence, pour le 31 mars au plus tard, le cadastre de l'emploi.

L'ancienneté pécuniaire à prendre en considération pour chaque membre du personnel est celle à laquelle il peut prétendre au 31 décembre de l'exercice auquel se rapporte la subvention, pondérée par le volume de prestations rémunérées.

Pour les membres du personnel ayant quitté le service avant la date visée à l'alinéa 2, l'ancienneté pécuniaire à prendre en compte est celle à laquelle ils peuvent prétendre à la date de sortie, pondérée par le volume de prestations rémunérées.

Le résultat de la division est ensuite diminué d'une demi-année d'ancienneté.

Art. 1314/169. Le volume de prestations retenu dans le calcul de l'ancienneté pécuniaire du travailleur bénéficiaire d'une mesure d'aménagement de fin de carrière tel que visée au point III de l'annexe 102 est celui dont il bénéficiait avant qu'il ne réduise ses prestations à mi-temps.

Le volume de prestations rémunérées du travailleur engagé pour remplacer le travailleur qui réduit ses prestations d'un temps plein à un mi-temps dans le cadre de cette disposition, n'est pas pris en considération.

Art. 1314/170. § 1^{er}. L'ancienneté moyenne est déterminée sur base du cadastre de l'emploi du personnel affecté au service existant.

§ 2. L'ancienneté retenue est celle observée pour le personnel affecté au service existant dans la dernière liste du personnel en possession de l'Agence.

§ 3. En cas de création d'un service, l'ancienneté de départ est déterminée forfaitairement à dix ans.

§ 4. Le supplément résulte de la multiplication de la subvention de base par le pourcentage d'évolution pour l'ancienneté visé à l'annexe 114/5.

Art. 1314/171. Lorsqu'il est accordé la première fois, le supplément est liquidé automatiquement pour l'année suivante sous forme d'avance.

Si l'ancienneté est inférieure ou supérieure à celle qui a servi de base à l'octroi des avances, le supplément octroyé est rectifié.

Section 4. — La subvention particulière

Art. 1314/172. En cas de carence persistante de places disponibles, le Ministre peut accorder, dans la limite des crédits budgétaires prévus à cet effet, une subvention particulière aux services qui prennent en charge, à sa demande exclusive, des personnes visées au chapitre VI.

La subvention particulière peut être accordée uniquement aux services qui démontrent l'occupation effective par des usagers de l'ensemble des places résidentielles physiques visées à l'article 1314/102, 3^o.

La subvention particulière s'élève, en base annuelle, à :

1^o 45.000 euros pour la prise en charge résidentielle d'usagers des niveaux 1 et 2;

2^o 60.000 euros pour la prise en charge résidentielle d'usagers des niveaux 3 et 4.

Ce montant est majoré du résultat de la multiplication de la subvention visée à l'alinéa 2 par le pourcentage d'évolution pour l'ancienneté visé à l'annexe 114/5.

Art. 1314/173. Lorsqu'un usager admis sur base de l'article 1314/142 quitte le service, la subvention particulière accordée à celui-ci pour cet accueil cesse d'être due.

Section 5. — Les suppléments non marchand

Art. 1314/174. Il est octroyé aux services des subventions spécifiques destinées à leur permettre de financer :

1^o les augmentations salariales résultant de la valorisation des heures inconfortables;

2^o le complément à la partie fixe de la prime de fin d'année;

3^o la formation.

Les services bénéficiaires et les modalités de calcul des subventions sont définis dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2010 relatif au subventionnement des mesures de l'accord tripartite pour le secteur non marchand privé wallon.

Section 6. — Les primes syndicales

Art. 1314/175. L'Agence verse, au nom des services, au fonds chargé d'assurer le paiement des primes syndicales, un montant correspondant au nombre de travailleurs pouvant en bénéficier multiplié par le montant de la prime syndicale par travailleur fixé en application de la loi du 1^{er} septembre 1980 relative à l'octroi et au paiement d'une prime syndicale à certains membres du personnel du secteur public.

Section 7. — La convention pour la promotion de l'emploi

Art. 1314/176. Le total des subventions résultant des dispositions du présent titre est réduit de l'équivalent du montant éventuel versé par le Fonds pour l'Emploi à l'Office national de sécurité sociale en compensation de la subvention de l'allocation visée à l'article 4 de l'arrêté royal du 22 septembre 1989 portant promotion de l'emploi dans le secteur non marchand.

Section 8. — Les sanctions

Art. 1314/177. En cas de non transmission des documents visés aux articles 1314/129, 1314/148 et 1314/168, § 2, dans les délais prescrits, une pénalité égale à cinq fois la valeur d'un point visée à l'article 1314/164 est appliquée par jour de retard.

Sans préjudice de la pénalité visée à l'alinéa 1^{er}, à l'échéance des délais visés à l'alinéa 1^{er}, l'Agence adresse au service un rappel par lettre recommandée ou par tout envoi conférant date certaine.

Si l'Agence n'est pas en possession du document manquant dans les dix jours du rappel adressé par recommandé ou par tout envoi conférant date certaine, la subvention de base du service pour l'année incriminée est fixée à nonante pour cent du montant auquel il pouvait prétendre l'année antérieure à l'exercice.

Section 9. — Le contrôle de l'utilisation des subventions

Art. 1314/178. § 1^{er}. Le contrôle de l'utilisation des subventions par l'Agence se réalise sur des périodes de trois ans.

A l'issue de chacune d'elles, si le montant total des charges admissibles est inférieur aux subventions correspondantes, la différence est récupérée.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, le service résidentiel pour jeunes qui existe au sein d'une entité administrative peut opter pour un contrôle annuel.

Toutefois, si le service opte pour un contrôle triennal, il communique à l'Agence selon les modalités qu'elle détermine, pour le 30 juin de l'année qui suit l'exercice comptable, le type de contrôle choisi ainsi qu'une proposition de point de départ de la période sur laquelle l'Agence marque son accord.

A défaut d'avoir transmis les informations endéans le délai visé à l'alinéa 2, le contrôle de l'ensemble des services de l'entité administrative se réalise sur base d'un rythme annuel.

Art. 1314/179. § 1^{er}. L'Agence s'assure du respect des règles en matière d'octroi et d'utilisation des subventions.

Toutefois, la subvention de base visée à l'article 1314/162 est utilisée pour des charges de personnel à raison d'un pourcentage minimum de quatre-vingts pour cent et pour des frais personnalisables à hauteur minimum de quatre pour cent.

La participation réclamée aux usagers visée à l'article 1314/181, § 1^{er} et § 2 est utilisée par les services pour financer des charges éligibles.

Elle ne fait pas l'objet d'une récupération par l'Agence.

§ 2. Les limites de l'admissibilité des charges sont précisées aux annexes 102 et 114/6.

Art. 1314/180. La participation financière sollicitée en vertu de l'article 1314/181, § 3, auprès des usagers ou de leurs représentants légaux est comptabilisée au titre de récupérations de frais relatifs aux comptes 6010, 6011, 6012, 613, 61601, 644 visés au plan comptable transmis par voie de circulaire aux services.

Dans le cadre du contrôle de l'utilisation des subventions, les participations visées à l'alinéa 1^{er} sont déduites du montant des charges correspondantes.

CHAPITRE IX. — La participation financière des usagers

Art. 1314/181. § 1^{er}. Le service peut réclamer aux usagers hébergés en leur sein une participation financière qui ne peut pas dépasser, pour le mois concerné, un tiers de leurs allocations familiales ramenées en base journalière.

Lorsque l'utilisateur est présent cinq jours ou plus au cours du mois, un montant supplémentaire, limité à un tiers de ses allocations familiales, peut être facturé.

Par dérogation aux alinéas 1^{er} et 2, le service peut réclamer aux usagers qui, en raison de leur situation sociale ou familiale, sont sous la responsabilité permanente du service, une participation financière qui ne dépasse pas la totalité de leurs allocations familiales.

Par dérogation aux alinéas 1^{er} et 2, la participation financière ne dépasse pas les deux tiers des allocations familiales de l'utilisateur ramené en base journalière, réclamée aux usagers accueillis et hébergés :

1° soit dans une famille d'accueil reconnue par un service de placement familial agréé et subventionné dans le cadre du décret du Conseil de la Communauté française du 4 mars 1991 relatif à l'Aide à la jeunesse;

2° soit par un accueillant accrédité par un service d'accompagnement en accueil de type familial, tel que visé au Chapitre I^{er} du Titre VII du présent Code.

§ 2. Le service peut réclamer aux usagers bénéficiant des journées de soutien visées à l'article 1314/159 une participation financière qui ne dépasse pas 20,75 euros par mois.

§ 3. Le service ne facture pas de supplément à la participation financière, à l'exception des frais exposés en vue d'une activité spécifique qu'il organise ou liés à des besoins particuliers de l'utilisateur en vue d'assurer son bien-être et son épanouissement personnel.

Le supplément, lorsqu'il est sollicité par le service, reçoit l'accord préalable de l'utilisateur ou de son représentant légal.

Art. 1314/182. L'Agence peut accorder des moyens supplémentaires aux services qui démontrent que le total des participations financières perçues auprès de leurs usagers au cours de l'année écoulée est inférieur au montant résultant de la multiplication des journées de présence de ces usagers par un montant de 8,70 euros.

Le service introduit une demande auprès de l'Agence pour le 31 mars suivant l'exercice écoulé. La demande est recevable uniquement si elle contient au minimum la preuve :

1° que des démarches sont entreprises, pour chacun des usagers accueillis au cours de l'année, auprès des organismes compétents afin d'ouvrir le droit aux allocations familiales majorées;

2° des montants de participations financières perçues auprès des usagers au cours de l'année écoulée.

Le total des moyens supplémentaires ainsi accordés ne dépasse pas annuellement 122.850 euros.

CHAPITRE X. — La programmation

Art. 1314/183. L'offre de services est déterminée en divisant la somme des objectifs points de chaque commission subrégionale par leur population.

Art. 1314/184. Le nombre de services ne dépasse pas le nombre de services agréés au 1^{er} janvier 2017.

Toutefois, le nombre de services peut évoluer si des financements complémentaires dédiés à cet effet sont dégagés par le Gouvernement.

Afin de garantir le maintien de l'offre globale, le nombre de places résidentielles physiques accessibles aux usagers n'est pas inférieur au nombre de places résidentielles physiques visées à l'article 1314/102, 3°.

Le service qui diminue ce nombre, hors dispositions visées au chapitre XI, voit l'objectif points de l'année suivant cette diminution réduit à due proportion.

CHAPITRE XI. — *La transformation*

Art. 1314/185. Le service résidentiel pour jeunes qui souhaite assurer le transfert de la totalité ou d'une partie de son objectif points vers des unités d'agrément visant à l'accueil, l'hébergement ou l'accompagnement d'usagers adultes peut en introduire la demande auprès de l'Agence.

Le projet de transfert :

1° permet le maintien du volume global de l'emploi en équivalents temps plein;

2° garantit le maintien :

a) du statut pécuniaire des travailleurs;

b) des emplois existants dans les limites définies par les normes d'agrément de la structure transformée;

3° assure la neutralité budgétaire de la transformation;

4° prévoit les modalités de formation du personnel;

5° répond aux objectifs du contrat de gestion.

Art. 1314/186. Sauf dérogation, et dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le coût des unités d'agrément ainsi créées n'est pas supérieur au reliquat de la subvention obtenu par la réduction de capacité du service dont les prises en charge ont été transformées.

CHAPITRE XII. — *L'adéquation du dispositif*

Art. 1314/187. Une évaluation de la pertinence du dispositif d'agrément et de subventionnement par points est réalisée conjointement par l'Agence et les services concernés dans l'année qui suit une année civile complète d'application des dispositions visées aux chapitres VII à XI. »

Art. 30. Dans le même Code, sont insérés les articles 1394/17 et 1394/18 rédigés comme suit :

“ Art. 1394/17. La première période d'observation visée à l'article 1314/147 débute le 1^{er} janvier 2017.

Art. 1394/18. Les montants repris aux articles 1314/164, 1314/172, 1314/181, § 2 et 1314/182, alinéas 1^{er} et 3 sont liés à l'indice pivot 164,09 qui sert de référence à l'indexation des salaires dans la Fonction publique en date du 1^{er} janvier 2013 ”.

Art. 31. Dans le même Code, l'annexe 101, modifiée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2016, est remplacée par l'annexe 1^{re} jointe au présent arrêté.

Art. 32. Dans l'annexe 107 du même Code, au a), le tableau relatif aux services résidentiels pour jeunes est abrogé.

Art. 33. Dans l'annexe 110 du même Code, au a), le tableau relatif aux services résidentiels pour jeunes est abrogé.

Art. 34. Dans le même Code, l'intitulé de l'annexe 111, est remplacé par ce qui suit :

« Annexe 111 - Normes relatives aux infrastructures visées aux articles 1237 et 1314/130 ”.

Art. 35. Dans le même Code, l'annexe 112, modifiée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2016 est abrogée.

Art. 36. Dans le même Code, l'annexe 114 est abrogée.

Art. 37. Dans le même Code, l'intitulé de l'annexe 114/1 est remplacé par ce qui suit :

« Annexe 114/1 visée aux articles 1314/4, 1^o et 1314/99, 1^o du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé ».

Art. 38. Dans le même Code, l'intitulé de l'annexe 114/2 est remplacé par ce qui suit :

« Annexe 114/2 visée aux articles 1314/25 et 1314/120 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé ».

Art. 39. Dans le même Code, l'annexe 114/3, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2016, est remplacée par l'annexe 2 jointe au présent arrêté.

Art. 40. Dans le même Code, l'intitulé de l'annexe 114/5, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2016 et du 14 juillet 2016, est remplacé par ce qui suit :

« Annexe 114/5 visée aux articles 1314/82, § 4, 1314/84, 1314/170, § 4 et 1314/172 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé ».

Art. 41. Dans le même Code, l'intitulé de l'annexe 114/6, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2016, est remplacé par ce qui suit :

« Annexe 114/6 visée à l'article 1314/91, § 2, et 1314/179, § 2, du Code réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé ».

Art. 42. Dans l'article 3, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2010 relatif au subventionnement des mesures de l'accord tripartite pour le secteur non marchand privé wallon, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2016, les mots « 3.167.208,94 euros » sont remplacés par les mots « 2.567.100,08 euros ».

Art. 43. Le présent arrêté produit ses le 1^{er} janvier 2017.

Art. 44. La Ministre de l'Action sociale est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 14 décembre 2017.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Egalité des chances, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. GREOLI

ANNEXE 1

Annexe 101 au Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé

Montants de la subvention journalière visée à l'article 1264

Services résidentiels pour adultes :

Inférieur ou égal à 30 prises en charge	8,87 Euros
Supérieur à 30 prises en charge	8,43 Euros

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 2017 modifiant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, deuxième partie, livre V, titre VII et titre XI, relatives aux services d'accompagnement en accueil de type familial et aux services résidentiels et d'accueil de jour pour personnes handicapées et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2010 relatif au subventionnement des mesures de l'accord tripartite pour le secteur non marchand privé wallon.

Namur, le 14 décembre 2017.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUSLa Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Egalité des chances, de la Fonction publique
et de la Simplification administrative,
A. GREOLI

ANNEXE 2

Annexe 114/3 au Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé

NORMES DE PERSONNEL visées aux articles 1314/27 et 1314/122 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé

Normes quantitatives minimales de personnel à respecter en fonction des objectifs points et des points nominatifs

a) Pour les Service d'Accueil de Jour pour Adultes

- Personnel non éducatif : 0,3100 ETP par 1000 points

- Personnel éducatif : 1,1200 ETP par 1000 points

b) Pour les Services d'Accueil Spécialisé pour Jeunes

- Personnel non éducatif : 0,3100 ETP par 1000 points

- Personnel éducatif : 1,2400 ETP par 1000 points

c) Pour les Services Résidentiels pour Jeunes

- Personnel éducatif : 1,4700 ETP par 1000 points

On entend par " personnel éducatif ", l'ensemble des psychologues, paramédicaux, assistants sociaux, éducateurs des catégories I et II, éducateurs chefs de groupe dont la qualification correspond aux exigences de la fonction reprises à l'annexe 114/2, quel que soit leur statut même si leurs prestations sont effectuées par l'intermédiaire d'une société de services.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 2017 modifiant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, deuxième partie, livre V, titre VII et titre XI, relatives aux services d'accompagnement en accueil de type familial et aux services résidentiels et d'accueil de jour pour personnes handicapées et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2010 relatif au subventionnement des mesures de l'accord tripartite pour le secteur non marchand privé wallon.

Namur, le 14 décembre 2017.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUSLa Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Egalité des chances, de la Fonction publique
et de la Simplification administrative,
A. GREOLI

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/200133]

14 DECEMBER 2017. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van sommige bepalingen van het Waals reglementair Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, Tweede deel, Boek V, Titel VII en Titel XI, betreffende de begeleidingsdiensten in het gezinsopvangtype en de residentiële diensten en dagopvangdiensten voor gehandicapte personen en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2010 betreffende de subsidiëring van de maatregelen van de driedelige overeenkomst voor de Waalse privé non-profitsector

De Waalse Regering,

Gelet op het Waals Wetboek van Sociale actie en Gezondheid, artikel 283, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 6 februari 2014 en 15 mei 2014 en bij het decreet van 3 december 2015;

Gelet op het reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2010 betreffende de subsidiëring van de maatregelen van de driedelige overeenkomst voor de Waalse privé non-profit sector;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 2 juni 2017;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 29 juni 2017;

Gelet op het rapport van 29 april 2017, opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2^o, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies nr. 62.100/4 van de Raad van State, gegeven op 16 oktober 2017, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het Verdrag van de Verenigde Naties inzake de rechten van personen met een handicap van 13 december 2006, goedgekeurd op 3 juli 2009 door België;

Gelet op het Verdrag van de Verenigde Naties inzake de rechten van het kind van 20 november 1989;

Gelet op het akkoordprotocol van 12 februari 2009 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de verbintenissen jegens de actoren van het verenigingsleven;

Gelet op het advies van de "Commission wallonne de la personne handicapée" (Waalse commissie voor gehandicapte personen), gegeven op 13 februari 2017;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

Art. 2. In artikel 541 van het reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid wordt het derde lid opgeheven.

Art. 3. In hetzelfde Wetboek, Deel II, Boek V, Titel XI, wordt het bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 ingevoegde en bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2016 vervangen opschrift van ondertitel 1 vervangen als volgt: "Residentiële diensten voor volwassenen".

Art. 4. Artikel 1192, eerste lid, 2^o, van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 5. In artikel 1193, § 1, 3^o, worden de woorden "voor volwassenen en 188 voor jongeren" opgeheven.

Art. 6. In hetzelfde Wetboek worden de volgende artikelen opgeheven:

1^o artikel 1197, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014;

2^o de artikelen 1206 en 1207;

3^o artikel 1212.

Art. 7. In artikel 1216, § 1, 5^o, van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o de punten *a*) en *b*) worden opgeheven;

2^o in *d*) vervallen de woorden "van jongeren en" en de woorden "voor vroegtijdige hulpverlening, voor integratiehulp of".

Art. 8. In artikel 1221 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o in het tweede lid, 5^o, worden de woorden "het geslacht en de minimum en maximum leeftijd van de jongeren die onthaald en gehuisvest kunnen worden" opgeheven;

2^o in het tweede lid, 7^o, worden de woorden "overeenkomstig de artikelen 1207 tot en met vervangen door de woorden "overeenkomstig artikel".

Art. 9. In artikel 1245, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 15 mei 2014 en 23 juni 2016, worden de punten 1^o, 5^o, 6^o, 7^o, 11^o en 14^o opgeheven.

Art. 10. In artikel 1247 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2017 tot wijziging van sommige bepalingen van de Titels XI en XIV van Boek V, tweede deel van het Waals regelgevend Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, betreffende de indexering van bepalingen betreffende de residentiële en dagopvangdiensten voor gehandicapte personen worden de woorden "en in de bijlagen 101 en 112, behalve de bedragen betreffende de belastbare inkomens bedoeld in bijlage 112" vervangen door de woorden "in bijlage 101".

Art. 11. In artikel 1255, § 3, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "de diensten voor jongeren en" opgeheven.

Art. 12. In artikel 1262, derde lid, van hetzelfde Wetboek, wordt 1^o opgeheven.

Art. 13. In artikel 1264, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "de residentiële diensten, de dagonthaaldiensten" vervangen door de woorden "de residentiële diensten voor volwassenen".

Art. 14. Artikel 1269 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 december 2015, wordt opgeheven.

Art. 15. In artikel 1271, § 5, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "315.873,02 euro" vervangen door de woorden "166.708,79 euro".

Art. 16. De artikelen 1277 en 1278 van hetzelfde Wetboek worden opgeheven.

Art. 17. In artikel 1279, § 2, van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o de woorden "jonge begunstigde" worden vervangen door de woorden "begunstigde van minder dan achttien jaar"

2^o de woorden ", alsook op de volwassen begunstigde die, op grond van de in artikel 1192, 2^o en 3^o, bedoelde afwijking, in een residentiële dienst voor jongeren wordt behouden" worden opgeheven.

Art. 18. In artikel 1280 van hetzelfde Wetboek wordt het tweede lid opgeheven.

Art. 19. In artikel 1284 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2016, wordt het tweede lid opgeheven.

Art. 20. In artikel 1287 van hetzelfde Wetboek worden "en 1277" vervangen door de woorden "en 1279".

Art. 21. In artikel 1288, § 2, 1°, van hetzelfde Wetboek wordt c) opgeheven.

Art. 22. Artikel 1289 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 23. In artikel 1290 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 december 2015, worden de woorden "De in artikel 283, tweede lid, 6° en 7°" vervangen door de woorden "De in artikel 283, tweede lid, 7°".

Art. 24. In artikel 1303, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "en integratiehulpdiensten" opgeheven.

Art. 25. In artikel 1314/30, derde lid, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2016, worden de woorden "of door elk middel dat vaste datum verleent" ingevoegd tussen de woorden "bij aangetekend schrijven" en de woorden "en binnen de termijn die het Agentschap bepaalt".

Art. 26. Artikel 1314/67 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2016 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt: "Deze nominatieve punten kunnen slechts toegekend worden aan de diensten die getuigen van de effectieve opvang van gebruikers in een ten minste gelijk aantal als hun capaciteit gesubsidieerd op 31 december 2013 voor de dagonthaaldiensten voor volwassenen en op 31 december 2015 voor de gespecialiseerde opvangdiensten voor jongeren."

Art. 27. Artikel 1314/77 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2016, wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt: "Onverminderd de in het eerste lid bedoelde bepalingen worden de tenlastenemingen die moeten voorzien in de behoeften van de gebruiker met een lichte geestelijke deficiëntie, gelijkgesteld met tenlastenemingen van niveau 1. Deze gebruikers kunnen alleen in aanmerking komen voor de weging betreffende de dagen steunverlening van de jongere of van zijn gezin wanneer de jongere niet aanwezig is in de dienst, zoals bedoeld in artikel 1314/62, 2°."

Art. 28. In artikel 1314/91, § 1, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2016, wordt het vierde lid vervangen als volgt:

"De in artikel 1314/93, § 1, bedoelde bijdrage die van de gebruikers verlangd wordt, behalve degene die voor het gemeenschappelijk vervoer gevraagd wordt, wordt door de diensten gebruikt voor de financiering van de in aanmerking komende lasten. Ze is niet het voorwerp van een terugvordering door het Agentschap."

Art. 29. Hetzelfde Wetboek, Tweede deel, Boek V, Titel XI, wordt aangevuld met een ondertitel 3, die de nieuwe artikelen 1314/97 tot 1314/187 inhoudt, luidend als volgt :

"Ondertitel 3. Residentiële diensten voor jongeren

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Art. 1314/97. Voor de toepassing van deze ondertitel wordt verstaan onder:

1° Agentschap : het Agentschap bedoeld in artikel 2 van het decreetgevend deel van het decreetgevend Wetboek;

2° gebruiker: elke gehandicapte persoon zoals omschreven in artikel 261 van het decreetgevend Wetboek, voor wie het Agentschap door zijn beslissing tot tegemoetkoming besluit tot de gegrondheid om voordeel te trekken van de steun van één van de diensten bedoeld in artikel 283, tweede lid, 7°, van het decreetgevend Wetboek;

3° jongere : een gebruiker van minder dan 18 jaar of de gebruiker tussen 18 en 25 jaar die op grond van de in artikel 280 van het decreetgevend deel van het Wetboek bedoelde beslissing tot tegemoetkoming in aanmerking blijft komen voor de jongerendiensten wegens de voortzetting van zijn schoolbezoek, het opzetten van een project voor beroepsopleiding of een project voor integratie in een andere leefomgeving;

4° maandelijks overzicht van de aanwezigheidsdagen: de lijst van de aanwezigheidsdagen van de gebruikers naar een model opgemaakt door het Agentschap;

5° kadaster van de tewerkstelling : de personeelslijst opgemaakt door de dienst aan het einde van elk jaar volgens een model opgesteld door het Agentschap;

6° administratieve entiteit : de entiteit samengesteld uit verschillende door het Agentschap erkende diensten afhankelijk van dezelfde inrichtende macht en beheerd door een gemeenschappelijke algemene directie, die voor het geheel van de diensten verantwoordelijk is voor het dagelijkse beheer, zowel op administratief, financieel vlak als inzake personeelsaangelegenheden, met name : de effectieve dagelijkse bevoegdheid om bevelen en richtlijnen aan het personeel te geven, met inbegrip van de gemeenschappelijke administratieve pool van de diensten, en om zich de middelen ter beschikking te laten stellen om het hoofd te kunnen bieden aan de financiële lasten i.v.m. de dagelijkse werking van de betrokken diensten;

7° verbonden entiteit: de entiteit verbonden met een vereniging zoals omschreven in artikel 19, § 1, eerste lid, 4°, van het koninklijk besluit van 19 december 2003 betreffende de boekhoudkundige verplichtingen en de openbaarmaking van de jaarrekening van bepaalde verenigingen zonder winstoogmerk, internationale verenigingen zonder winstoogmerk en stichtingen;

8° delegatie van bevoegdheden: geschreven document van de inrichtende macht waarbij de directeur van de dienst onder haar verantwoordelijkheid of onder die van de directeur-generaal van de administratieve entiteit ertoe gemachtigd wordt het beheer van de dienst waar te nemen, op zijn minst wat betreft de tenuitvoerlegging en de opvolging van het pedagogische project, het beheer van het personeel, het financieel beheer, de toepassing van de geldende regelgevingen, de vertegenwoordiging van de dienst in zijn betrekkingen met het Agentschap;

9° opvangcapaciteit : het maximaal aantal gehandicapte personen die tegelijkertijd opgevangen mogen worden per infrastructuur zoals bepaald bij het attest van de regionale brandweerdienst;

10° een punt: een erkenningseenheid die overeenstemt met de aanwezigheid van een gebruiker die op gewone wijze opgevangen wordt;

11° puntdoelstelling: aantal gewone punten dat de residentiële dienst voor jongeren moet behalen om zijn erkenning en de desbetreffende subsidies te behouden;

12° uittreksel uit het strafregister : een uittreksel uit het strafregister naar het model bedoeld in artikel 596 van het Wetboek van Strafvordering;

13° interventiestrategieën : het geheel van de administratieve en medische inlichtingen dat de categorie handicap en de algemene interventiestrategie bepaalt.

De in het eerste lid, 6°, bedoelde diensten betrokken bij de hergroepering zijn gevestigd op een redelijke afstand van de plaats waar de directie hoofdzakelijk zitting heeft en waar de nodige administratieve gegevens voor het dagelijks beheer geconcentreerd worden. De directie van het geheel van de door het Agentschap erkende en gesubsidieerde diensten wordt voltijds waargenomen.

HOOFDSTUK II. — *Algemene beginselen en opdrachten van de diensten*

Art. 1314/98. Met inachtneming van de beginselen vermeld in artikel 264 van het decreetgevend Wetboek zorgt de residentiële dienst voor jongeren voor de opvang, de oriëntatie en de begeleiding van jongeren wier geestelijke, zintuiglijke, fysieke of mentale stoornissen hun familiale, sociale, school-of beroepsintegratie belemmeren.

De residentiële dienst stelt de jongere een psychologische, medische, sociale en educatieve en formatieve aanpak bestemd voor pedagogische en therapeutische doeleinden, die zijn ontwikkeling ondersteunt, zijn welzijn en zijn autonomie bevordert met als doelstelling dat hij andere leefomgevingen integreert.

De residentiële dienst werkt in partnerschap met de jongere, zijn gezin en met de interne en externe interveniënten.

De residentiële dienst speelt op de bijzondere behoeften van de jongere met inbegrip van de begeleider in zijn sociaal en familiaal netwerk.

HOOFDSTUK III. — *Erkenning*

Afdeling 1. — Procedure

Art. 1314/99. De erkenningsaanvraag gaat vergezeld van de volgende documenten en inlichtingen :

1° een dienstproject alsook de wijze waarop de individuele projecten uitgewerkt en opgevolgd worden, opgemaakt op grond van het basismodel bedoeld in bijlage 114/1;

2° een huishoudelijk reglement met minstens :

a) de nauwkeurige identificatie van de rechtspersoon die het beheer van de dienst waarneemt, op zijn minst zijn benaming, zetel, aard en rechtsvorm, de datum van de erkenning en de duur ervan als de dienst al erkend is;

b) de doelstellingen van de dienst en het geheel van de diensten die hij aanbiedt, met een globale beschrijving van de op te vangen gebruikers;

c) de bijzondere opnemingsvoorwaarden, met name die betreffende de proefperiode, de specifieke kenmerken van de gebruikers, zoals leeftijd, geslacht, al dan niet bijkomende handicaps;

d) de omstandigheden waardoor de gehandicapte persoon geheroriënteerd of van de dienst weggestuurd kan worden, de opzegtermijn;

e) de modaliteiten voor de tenuitvoerlegging van de raad van gebruikers;

f) de modaliteiten tot indiening van eventuele klachten, voorstellen en bemerkingen en de wijze waarop ze behandeld worden;

g) de wederzijdse rechten en plichten van de gebruiker, van zijn wettelijke vertegenwoordiger en van de dienst;

h) de risico's gedekt door de verzekeringspolissen die door de dienst zijn gesloten;

3° een nota met de categorieën handicaps van de personen die de opvangdienst bereid is op te vangen alsook hun geslacht en leeftijd;

4° de identiteit van de directeur van de dienst, een afschrift van zijn diploma's;

5° een uittreksel uit het strafregister van de directeur van minder dan drie maanden geleden en vrij van veroordelingen tot correctionele straffen die onverenigbaar zijn met het ambt, of tot criminele straffen;

6° de delegatie van bevoegdheden;

7° een rapport van een gemeentelijke dienst of van een regionale brandweerdienst waaruit blijkt dat alle voorzorgsmaatregelen zijn genomen om brand te voorkomen en waarin de opvangcapaciteit van de infrastructuur vermeld wordt;

8° een plan van de inrichting waarop de interne communicatiewegen en de bestemming van de lokalen per verdieping aangegeven worden;

9° het registratienummer bij de Kruispuntbank van Ondernemingen.

Art. 1314/100. Binnen dertig dagen na verzending van de aanvraag richt het Agentschap aan de aanvrager een bericht van ontvangst van het dossier als het volledig is. Als het dossier niet volledig is, verwittigt het Agentschap de aanvrager en wijst het hem op de ontbrekende stukken.

Afdeling 2. — Beslissing tot erkenning

Art. 1314/101. Wanneer het dossier volledig is, behandelt het Agentschap bedoeld dossier en beslist de Minister binnen een termijn van zes maanden, te rekenen van de datum van ontvangst van het volledige dossier betreffende de erkenningsaanvraag.

Art. 1314/102. De erkenning wordt voor een onbepaalde duur verleend.

De beslissing tot erkenning vermeldt :

1° het type dienst waarvoor de structuur erkend is;

2° de categorieën handicaps van de personen die de dienst mag opvangen;

3° de opvangcapaciteit van de dienst en het aantal fysieke residentiële plaatsen die op 31 december 2016 zijn gesubsidieerd;

4° de door de dienst te halen puntendoelstelling;

5° de lokalisatie van de vestigingen alsook de opvangcapaciteit ervan;

6° het aantal gehandicapte personen die in nood als prioritair worden verklaard, die door de dienst opgevangen kunnen worden en die in aanmerking komen voor een bijzondere toelage.

Art. 1314/103. In afwijking van artikel 1314/102, eerste lid, wordt de erkenning van een nieuwe dienst verleend voor een proefperiode van één tot maximum drie jaar. Na afloop van die periode wordt de erkenning voor onbepaalde duur verleend, behalve andersluidende beslissing van de Minister.

Art. 1314/104. § 1. In afwijking van artikel 1314/102, eerste lid, kan de Minister de erkenning intrekken, opschorten of de duur ervan tijdelijk beperken zodra hij vaststelt dat één van de voorwaarden bedoeld in de artikelen 1314/111 tot 1314/133 niet meer vervuld is.

§ 2. De tijdelijke beperking van de erkenningsduur geschiedt via de toekenning door Minister van een tijdelijke erkenning voor één tot drie jaar.

Na afloop van die periode wordt de erkenning voor onbepaalde duur verleend, behalve andersluidende beslissing van de Minister.

§ 3. De Minister kan het behoud van de erkenning voor hoogstens twee jaar onderwerpen aan de instelling van een begeleidingscomité dat de dienst zal helpen de erkenningsvoorwaarden te vervullen.

Het begeleidingscomité bestaat uit minstens :

- 1° een vertegenwoordiger van het Agentschap;
- 2° een deskundige aangewezen door het afdelingscomité Handicap van het Agentschap op grond van zijn bevoegdheid voor het bestaande probleem;
- 3° een vertegenwoordiger van de inrichtende macht van de betrokken dienst;
- 4° een vertegenwoordiger van de representatieve werknemersorganisaties;
- 5° een vertegenwoordiger van de gezinnen of van de gebruikers.

Als de dienst na afloop van die termijn nog steeds niet voldoet aan de erkenningsvoorwaarden, wordt de erkenning geheel of gedeeltelijk ingetrokken door de Minister.

§ 4. De beslissing tot intrekking, opschorting of beperking van de erkenning wordt bij aangetekend schrijven of door elk middel dat vaste datum verleent, aan de voorzitter en aan de directeur betekend.

Art. 1314/105. Als een dienst tengevolge van een intrekking van erkenning gesloten wordt, zorgt het Agentschap voor de samenwerking van elke dienst om de heroriëntering en de dringende huisvesting van de gebruikers te waarborgen.

Afdeling 3. — Wijziging van erkenning

Art. 1314/106. Elke aanvraag tot wijziging van erkenning wordt met redenen omkleed en per brief aan het Agentschap gericht.

Art. 1314/107. Elke aanvraag tot wijziging van erkenning die betrekking heeft op de verhoging van de opvangcapaciteit of op de puntendoelstelling van een dienst gaat vergezeld van het document bedoeld in artikel 1314/99, 7°.

Art. 1314/108. Het Agentschap beoordeelt de elementen van het dossier en eist eventueel aanvullende documenten op. Als het dossier volledig is, verwittigt het Agentschap binnen 30 dagen de aanvrager in een bericht van ontvangst.

De Minister beslist binnen drie maanden na de zending van het bericht van ontvangst.

Art. 1314/109. In geval van gunstige beslissing wordt de wijziging van erkenning effectief geacht op de eerste dag van de maand die volgt op de betekening ervan. Als het gaat om een wijziging van erkenning betreffende een transformatie van een dienst, voert de dienst de transformatie door op de datum vermeld in de beslissing tot erkenning.

Afdeling 4. — Erkenningsvoorwaarden

Onderafdeling 1. — Inleidende bepaling

Art. 1314/110. Behalve de erkenningsbeginselen bepaald bij de artikelen 467 en 469, voldoen de diensten aan de erkenningsvoorwaarden bedoeld in de artikelen 1314/111 tot 1314/131 alsook aan de eisen bepaald in artikel 1314/132.

Onderafdeling 2.- Algeme voorwaarden betreffende de opvang van gebruikers

Art. 1314/111. De dienst waarborgt de onafhankelijkheid en de vrijheid van keuze en eerbiedigt zijn ideologische, filosofische of godsdienstige inzichten en die van zijn gezin.

De opname van een jongere mag in geen geval om financiële redenen geweigerd worden. Een verklaring op erewoord wordt daartoe door de inrichtende macht en de directie van de dienst ondertekend volgens een door het Agentschap bepaald model.

Onderafdeling 3. — Voorwaarden betreffende het dienstproject en de tenlasteneming van de gebruikers

Art. 1314/112. Het dienstproject wordt uitgewerkt, geëvalueerd en bijgewerkt in overleg met de sociale, educatieve en therapeutische ploeg van de dienst.

De dienst leeft de doelstellingen van zijn dienstproject na.

De dienst wendt de middelen aan die de in het tweede lid vermelde doelstellingen helpen halen.

Het project, de evaluatie alsook de bijwerkingen ervan worden ter beschikking gesteld van aan alle leden van de dienst en aan de Raad van gebruikers. Het wordt minstens om de zes jaar bijgewerkt en geëvalueerd.

Art. 1314/113. De dienst werkt een individueel project uit voor elke gebruiker.

Dat individuele project wordt uitgewerkt in samenwerking met alle interne en externe interveniënten, de gehandicapte persoon of zijn wettelijke vertegenwoordiger.

Het individuele project bevat op zijn minst:

- 1° de identificatie van de gebruiker;
- 2° de te halen doelstellingen;
- 3° de aangewende methode en de gebruikte concrete middelen om zijn doelstellingen te halen;
- 4° de hulppersoon (hulppersonen);
- 5° de evaluatieprocedure en de vervaldatum ervan.

Het individuele project wordt opgemaakt binnen een termijn van zes maanden die ingaat op de datum van de opvang door de dienst.

Art. 1314/114. De residentiële dienst voor jongeren houdt een individueel interdisciplinair voor elke gebruiker bij.

Naar gelang van de behoeften en problemen van de gebruikers bevat het dossier de informatie die de dienst nodig heeft inzake :

- 1° kennis, bekwaamheden, potentialiteiten en verlangens van de persoon;
- 2° lichamelijke en geestelijke gezondheid;
- 3° sociaal en familiaal leven van de persoon.

Art. 1314/115. Tussen elke gebruiker of zijn wettelijke vertegenwoordiger en de dienst wordt een opvang- of begeleidingsovereenkomst gesloten.

De overeenkomst wordt door beide partijen gesloten en aan elk van hen overhandigd.

De overeenkomst bevat op zijn minst de volgende gegevens:

1° de identiteit van de partijen, waarbij de identiteit van de gebruiker desgevallend vergezeld gaat van die van zijn wettelijke vertegenwoordiger;

2° de opnamedatum of de begindatum van de tussenkomsten, de duur van de overeenkomst en, desgevallend, de duur van de proefperiode;

3° het bedrag van de verschuldigde financiële bijdrage;

4° de natuurlijke of rechtspersoon die instaat voor de betaling en de wijze van betaling;

5° de bepalingen betreffende de opzeggingstermijn en de ontbinding van de overeenkomst;

6° de wijze waarop de overeenkomst aangepast of gewijzigd kan worden.

Een exemplaar van het huishoudelijk reglement wordt voor ontvangst en akkoord ondertekend door de gebruiker of zijn wettelijke vertegenwoordiger. Het reglement maakt noodzakelijk deel uit van de overeenkomst.

Art. 1314/116. De gebruiker of zijn wettelijke vertegenwoordiger heeft het recht om volledig, nauwkeurig en ten gepaste tijde ingelicht te worden over alle vraagstukken i.v.m. zijn opvang en zijn individueel project, met inbegrip van de informatie betreffende het dossier bedoeld in artikel 1314/114, bewaard door de dienst onder voorbehoud van het beroepsgeheim en met inachtneming van de wet op de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Art. 1314/117. De dienst houdt een lijst bij van de activiteiten die hij organiseert, zowel binnen als buiten de inrichting. De lijst kan door iedereen ingekeken worden.

Art. 1314/118. De dienst zorgt voortdurend voor een effectieve directie. Als de directeur niet aanwezig is, kan een daartoe gemachtigd personeelslid de nuttige maatregelen nemen in noodgevallen en inspelen zowel op de externe als op de interne aanvragen.

Art. 1314/119. Voor elke opvang van een gehandicapte persoon sluit de dienst een verzekeringspolis :

1° ter dekking van de burgerlijke aansprakelijkheid van de dienst of van de personen jegens wie hij verantwoordelijk is voor alle schade toegebracht aan of door een gebruiker;

2° ter dekking van alle schade die door een gebruiker toegebracht wordt en die zijn burgerlijke aansprakelijkheid niet op het spel zou zetten of van alle schade waarvan hij het slachtoffer zou zijn geweest gedurende zijn verblijf.

Wat betreft de dekking bedoeld in het eerste lid, 1e° bepaalt de verzekeringspolis dat de gebruiker de hoedanigheid van derde behoudt en dekt ze de schade ten belope van minimum 2.478.935,25 euro voor lichamelijke schade en 247.893,52 euro voor materiële schade, per schadegeval.

Wat betreft de dekking bedoeld in het eerste lid, 2°, dekt de verzekeringspolis een overlijdensgeval ten belope van minimum 2.478,94 euro, de blijvende arbeidsongeschiktheid ten belope van minimum 12.394,68 euro en de behandelingskosten ten belope van minimum 2.478,94 euro.

Onderafdeling 4. — Voorwaarden betreffende het personeel

Art. 1314/120. Het personeel van de dienst voldoet aan de kwalificatienormen waarin bijlage 114/2 voorziet.

Bij hun indienstneming verstrekken de personeelsleden een uittreksel uit hun strafregister dat vrij is van veroordelingen tot correctionele straffen die onverenigbaar zijn met het ambt of tot criminele straffen.

Art. 1314/121. De dienst legt de afschriften van de diploma's, getuigschriften en attesten van de personeelsleden ter inzage van het Agentschap.

Art. 1314/122. De dienst voldoet aan de normen inzake het personeel waarin bijlage 114/3 voorziet.

Het personeel van de dienst waarvan de puntendoelstelling hoger is dan 4000, bestaat uit werknemers met minstens drie van de volgende vier kwalificaties: psycholoog of assistent psychologie of psychopedagoog, opvoeder, maatschappelijk assistent, paramedisch assistent.

De werknemers bedoeld in het tweede lid worden daartoe bezoldigd.

De directie van de dienst waarvan de puntendoelstelling hoger is dan 4000, wordt ten belope van minstens een halftijdse betrekking gewaarborgd.

De prestaties gebonden aan het hotelwezen, het bestuur van dienst, de uitrusting en het onderhoud worden uitgeoefend door personeelsleden die daartoe door de dienst aangeworven en bezoldigd worden.

De dienst kan de in het tweede en het vijfde lid bedoelde taken geheel of gedeeltelijk uitvoeren met de hulp van externe dienstverleners die met hem door een schriftelijke overeenkomst verplicht zijn gebonden.

Art. 1314/123. In een administratieve entiteit worden de in bijlage 114/3 bedoelde kwantitatieve normen per dienst opgeteld en gecontroleerd via de globalisering van het personeel dat bij de verschillende betrokken diensten aangesteld is.

Art. 1314/124. § 1. Op basis van zijn project maakt de dienst een opleidingsplan voor het personeel op over minstens twee jaren.

Het plan, opgemaakt na een bespreking met de betrokken actoren :

1° bepaalt de nagestreefde doelstellingen;

2° beschrijft de banden tussen de globale omgeving van de dienst, de dynamiek van het project van de dienst en de ontwikkeling van de vaardigheden van het personeel; 3° bepaalt de criteria, de wijze en de periodiciteit van de evaluatie van bedoelde drie aspecten, alsook de voorzieningen die tot stand gebracht worden voor de permanente vorming van het opvoedend personeel;

4° voorziet in de permanente vormingsactiviteiten waaraan de opvoeders-groepsleiders, de onderdirecteurs en de directeurs minstens twee dagen per jaar moeten deelnemen.

§ 2. Wat betreft het personeel van de diensten die onder de plaatselijke besturen en de provincies ressorteren, ligt het in het eerste lid bedoelde vormingsprogramma in de lijn van het vormingsprogramma dat werd uitgewerkt op initiatief van de gewestelijke vormingsraad, ingesteld bij het decreet van 6 mei 1999 tot oprichting van de gewestelijke vormingsraad voor de personeelsleden van de plaatselijke en provinciale besturen van Wallonië.

Onderafdeling 5. — Voorwaarden inzake het administratief en boekhoudkundig beheer

Art. 1314/125. Om erkend te worden, moet de dienst :

1° georganiseerd worden door een overheid, een instelling van openbaar nut, een vereniging zonder winstoogmerk, een internationale vereniging zonder winstoogmerk of een stichting;

2° als hij door een vereniging zonder winstoogmerk of een internationale vereniging zonder winstoogmerk opgericht wordt, mag deze niet samengesteld zijn uit meer dan één vijfde van de personeelsleden of één vijfde van de personen die met hen aanverwant zijn tot de derde graad;

3° als hij door een vereniging zonder winstoogmerk of een internationale vereniging zonder winstoogmerk opgericht wordt, mag de raad van bestuur voor meer dan één derde van het totaal aantal bestuurders of van de personen die deel uitmaken van het personeel van de dienst niet samengesteld zijn uit personen die deel uitmaken van hetzelfde gezin als echtgenoot, wettelijke samenwoners, bloed- of aanverwante tot en met de tweede graad;

4° op technisch, budgettair en boekhoudkundig vlak autonoom zijn en over een administratief beheer beschikken van dien aard dat hij zijn opdracht kan uitvoeren en dat het Agentschap daarop controle kan uitoefenen;

5° onder de leiding staan van een directeur, natuurlijke persoon bezoldigd voor de functie en gemachtigd om de opdrachten die hem door de schriftelijke overdracht van bevoegdheid door de inrichtende macht worden toevertrouwd, uit te voeren, onder zijn verantwoordelijkheid of die van de directeur-generaal van de administratieve entiteit;

6° op verzoek van het Agentschap alle bewijsstukken overmaken die vereist worden voor de uitoefening van de controle, meer bepaald de jaarrekeningen, de nodige stukken voor de berekening van de verschillende subsidies, het tewerkstellingskadaster, het maandelijks overzicht van de aanwezigheidsdagen, alsmede het vormingsprogramma bedoeld in artikel 1314/124, § 1;

7° de referentie van de door het Agentschap verleende erkenning vermelden op alle akten en overige stukken, publiciteitsfolders en aanplakkingen die van de dienst uitgaan.

De technische, budgettaire en boekhoudkundige autonomie bedoeld in het eerste lid, 4°, kan eventueel via de organisatie van een administratieve entiteit verkregen worden.

In geval van verzuim of onregelmaat in de uitvoering van het mandaat van de directeur bedoeld in het eerste lid, 5°, verzoekt het Agentschap de inrichtende macht bij aangetekend schrijven of door elk middel dat vaste datum verleent en binnen de termijn die het bepaalt om de nodige maatregelen te treffen.

Indien de maatregelen niet zijn genomen na afloop van de termijn bedoeld in het derde lid, maakt het Agentschap de zaak aanhangig bij de Minister, die overeenkomstig artikel 475 beslist.

Art.1314/126. Onverminderd de wetgeving op de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen, worden de opschriften en nummers van voor de activiteit van de diensten geschikte rekeningen door het Agentschap aan de diensten overgemaakt.

Art. 1314/127. De jaarrekeningen van elke dienst worden aan het Agentschap overgemaakt uiterlijk dertig juni van het jaar na het boekjaar, samen met het rapport van een bedrijfsrevisor, wiens opdracht erin bestaat de rekeningen te certificeren en, in voorkomend geval, recht te zetten.

De jaarrekeningen gaan vergezeld van een volledige lijst van de verbonden entiteiten. De boekhoudingen van die entiteiten kunnen bovendien op verzoek ingekeken worden door de diensten van het Agentschap.

Het boekjaar stemt overeen met het kalenderjaar.

Art. 1314/128. De dienst kan bewijzen dat hij aan alle fiscale en sociale verplichtingen voldaan heeft.

Onderafdeling 6. — Verplichtingen betreffende de tenlasteneming van gehandicapte personen van buitenlandse herkomst

Art. 1314/129. § 1. De dienst legt jaarlijks een kadaster van de opgevangen personen van buitenlandse herkomst aan het Agentschap over.

§ 2. Het « kadaster van de onthaalde personen van buitenlandse herkomst » is de lijst van de gehandicapte personen die in de loop van elk boekjaar onthaald worden. Voor elk van hen vermeldt die lijst de naam, de voornaam, de geboortedatum, het geslacht, de nationaliteit, het adres van de woonplaats van de persoon of dat van zijn wettelijke vertegenwoordiger, de overheid (overheden) verantwoordelijk voor de plaatsing en de financiering.

§ 3. De diensten versturen het in paragraaf 2 bedoelde kadaster, behoorlijk ingevuld aan de hand van het door het Agentschap verstrekte formulier, uiterlijk 31 maart na het afgelopen boekjaar.

Onderafdeling 7. — Voorwaarden betreffende de gebouwen en installaties

Art. 1314/130. De gebouwen en installaties voldoen aan de normen waarin bijlage 111 voorziet en de diensten die er gebruik van maken beschikken voortdurend over een geldig rapport van een gemeentelijke dienst of een regionale brandweerdienst waaruit blijkt dat alle voorzorgsmaatregelen zijn genomen om brand te voorkomen en waarin de opvangcapaciteit van de infrastructuur vermeld wordt.

Onderafdeling 8. — Verplichting betreffende de raad van gebruikers

Art. 1314/131. § 1. Binnen elke dienst wordt een uit gebruikers bestaande raad opgericht die alle voorstellen formuleert m.b.t. de levenskwaliteit en de praktische organisatie van de opvang.

§ 2. De raad van gebruikers telt minstens drie leden, onder wie een voorzitter, die in zijn midden gekozen wordt. Hij vergadert minstens één keer per kwartaal.

De dienst zorgt ervoor dat de lijst van de leden van de raad aan de gebruikers overgelegd wordt.

§ 3. Een personeelslid zorgt voor de animatie en neemt het secretariaat van de raad van gebruikers waar, maakt de notulen van de vergaderingen op en neemt ze op in een register dat daartoe voorzien wordt.

§ 4. De verantwoordelijken van de dienst verstrekken de raad alle informatie die nuttig is om aan het dienstproject deel te nemen.

Tussen de raad van gebruikers en de dienst wordt overleg gepleegd i.v.m. :

1° wijzigingen van het huishoudelijk reglement;

2° belangrijke wijzigingen van de algemene levensomstandigheden.

Onderafdeling 9. — Evaluatie van de diensten

Art. 1314/132. § 1. Onverminderd artikel 315 van het decreetgevend wetboek, moeten de diensten, opdat het Agentschap kan nagaan of de erkenningsvoorwaarden in acht genomen worden, hem om de zes jaar de volgende stukken overleggen :

- 1° het dienstproject zoals bedoeld in artikel 1314/99, 1°, geactualiseerd;
- 2° het huishoudelijk reglement zoals bedoeld in artikel 1314/99, 2°, geactualiseerd;
- 3° het laatste activiteitenrapport van de dienst;
- 4° in geval van verandering van dienstverantwoordelijke, een afschrift van de diploma's en getuigschriften van de dienstverantwoordelijke alsook de schriftelijke delegatie van bevoegdheden van de inrichtende macht zoals bedoeld in artikel 1314/99, 6°;
- 5° de bijgewerkte lijst van de leden van de raad van bestuur.

§ 2. De dienst verwittigt het Agentschap in geval van wijziging betreffende:

- 1° het uittreksel uit het strafregister zoals bedoeld in artikel 1314/99, 5;
- 2° de wijzigingen in de statuten, bekendgemaakt of ter griffie gedeponeerd.

Afdeling 5. — Controle

Art. 1314/133. Het Agentschap gaat na of de erkenningsnormen in acht genomen worden en vervult een adviesverlenende functie bij de diensten.

Het Agentschap ziet toe op de inachtneming van de voorschriften inzake de toekenning en de aanwending van de subsidies en inzake boekhoudkundige verplichtingen.

Art. 1314/134. Het Agentschap evalueert regelmatig de tenuitvoerlegging van de dienstprojecten.

Daartoe evalueert ze in samenwerking met de diensten en de educatieve ploegen de werkmethodes, de kwaliteit van de diensten, de dienstverleningen en het tot stand brengen van de levensprojecten van de gebruikers.

Het gaat na of het individuele dossier bestaat en bijgewerkt wordt.

Art. 1314/135. De positieve of negatieve opmerkingen en conclusies van de verschillende inspecties worden overgemaakt aan de inrichtende machten en aan de directies. Vandaar worden ze doorgestuurd naar de ondernemingsraad en/of de vakbondsafvaardiging en de gebruikersraad.

HOOFDSTUK IV. — Klachten

Art. 1314/136. Elke klacht betreffende de opname in een dienst wordt schriftelijk geformuleerd.

De klacht wordt gericht aan het Agentschap, dat ontvangst bericht en de inrichtende macht inlicht.

Het Agentschap onderzoekt de klacht en geeft de aanklager en de inrichtende macht binnen hoogstens zes maanden kennis van de resultaten van het onderzoek en van de gevolgen die eraan gegeven worden.

HOOFDSTUK V. — Opnamebeleid

Art. 1314/137. De diensten kunnen de gehandicapte personen opnemen als ze beschikken over :

1° hetzij de beslissing tot tussenkomst van het Agentschap, bedoeld in artikel 280 van het decreetgevend wetboek, waarbij bevestigd wordt dat ze in aanmerking komen voor de dienstverleningen van een residentiële dienst voor jongeren;

2° de beslissing van een bevoegde instelling van een andere deelstaat die krachtens een samenwerkingsovereenkomst gevolg mag hebben op het grondgebied van het Franse taalgebied.

§ 2. Indien de dienst niet kan steunen op één van de beslissingen opgesomd in het eerste lid, kan de dienst ook een gehandicapte persoon opnemen voor zover de dienst het tussenkomstmodel aanvult en zich ertoe verbindt om aan het Agentschap de nodige stukken te verstrekken om de beslissing tot tussenkomst vast te stellen.

Art. 1314/138. De diensten mogen geen gebruikers boven hun opvangcapaciteit opnemen.

Art. 1314/139. Elke dienst erkend voor de deficiëntie(s) bedoeld in het tweede lid zorgt ervoor dat de vertrokken personen vervangen worden door personen met die deficiënties.

De deficiënties bedoeld in het eerste lid zijn:

- 1° de hersenverweking, multiple sclerose, spina bifida, myopathie, neuropathie;
- 2° de zware geestelijke deficiëntie;
- 3° de ernstige geestelijke deficiëntie;
- 4° de stoornis in de motoriek, dysmelie, poliomyelitis, skelet- en ledenmisvormingen met gepaard gaande handicap;
- 5° de stoornis die inwerkt op de ontwikkeling en gedragsstoornis die gepaard gaat met de handicap;
- 6° autisme;
- 7° de aangeboren of opgelopen hersenletsel.

Art. 1314/140. In afwijking van artikel 1314/139 kan de dienst personen opvangen die niet getroffen zijn door de deficiënties bedoeld in artikel 1314/139 en af en toe een beroep op hen wensen te doen.

Art. 1314/141. De gebruiker kan niet op hetzelfde ogenblik door verschillende diensten worden ten laste genomen, met uitzondering van de steun van een specifieke dienst voor vroegtijdige hulpverlening, integratiehulp of begeleiding, of een mobiele cel voor tussenkomst.

HOOFDSTUK VI. — *Prioritaire gehandicapte personen in noodsituatie*

Art. 1314/142. Prioritaire gehandicapte personen in een noodsituatie zijn zwaar afhankelijke personen die het voorwerp hebben uitgemaakt van een sociaal onderzoek door het Agentschap waaruit blijkt dat hun sociale situatie een gespecialiseerde opname vereist.

Onder zwaar afhankelijke personen, dient men te verstaan de jongeren met de deficiënties bedoeld in artikel 1314/139.

Het sociaal onderzoek bedoeld in het eerste lid bevestigt de noodzaak van een dringende opname voor de persoon :

1° van wie de voornaamste toeverlaat die hij in het gezin heeft, niet meer in staat is om zijn opdracht te vervullen;

2° van wie de huidige situatie gevaar inhoudt voor zijn integriteit of voor die van derden;

3° aan wie meerdere keren een uitsluitingsmaatregel is opgelegd.

Art. 1314/143. In uitzonderlijke individuele gevallen kan het Agentschap de bepalingen van artikel 1314/142 eveneens laten gelden voor een gehandicapte persoon die niet beantwoordt aan de criteria van zware afhankelijkheid.

In de gevallen bedoeld in het eerste lid richt het Agentschap zich onmiddellijk tot de erkende dienst om over een opname te onderhandelen.

HOOFDSTUK VII. — *Punten**Afdeling 1. — Algemene bepalingen*

Art. 1314/144. De Minister wijst aan de residentiële diensten voor jongeren een puntendoelstelling toe die over een waarnemingsperiode van drie jaar gehaald moet worden.

Om de doelstelling te halen, zorgen de diensten voor de begeleiding en de huisvesting van de jongeren.

De waarden in punten van een aanwezigheidsdag van de gebruiker hangt af van zijn categorie van handicap, van zijn aanwezigheid binnen de dienst en van de soort prestatie die hem door de dienst wordt verstrekt.

De punten die niet zijn toegekend na afloop van een waarnemingsperiode, worden toegekend in de loop van de volgende waarnemingsperiode.

*Afdeling 2. — Bepaling en wijziging van de puntendoelstelling**Onderafdeling 1. — Bepaling van de puntendoelstelling*

Art. 1314/145. § 1. Om de vroegere middelen te garanderen aan de dienst die voor 1 januari 2017 bestaat, wordt de puntendoelstelling bepaald op grond van de subsidies die hij in 2014 ontvangen heeft.

De waarde van een punt bij de bepaling van de puntendoelstelling is gelijk aan 125,88 euro.

§ 2. Onder subsidies ontvangen in 2014 wordt verstaan de jaarlijkse vaste subsidie, verhoogd met de subsidies bedoeld in de artikelen 1262 of 1263 en met de toeslag wegens geldelijke anciënniteit, na aftrek van de reële kost van de anciënniteit.

§ 3. De reële kost van de anciënniteit is gelijk aan het verschil tussen de theoretische prijs voor dienstanciënniteit en de theoretische prijs berekend op een forfaitaire basis van tien jaar.

§ 4. De puntendoelstelling is gelijk aan het bedrag bedoeld in paragraaf 2, gedeeld door de waarde van een punt zoals omschreven in paragraaf 1, tweede lid.

Het verkregen resultaat wordt afgerond naar de hogere eenheid.

Art. 1314/146. Binnen de perken van de begrotingskredieten bepaalt de Minister de in punten uitgedrukte doelstellingen van de dienst die na 1 januari 2017 erkend zou worden.

Onderafdeling 2. — Waarneming van het aantal behaalde punten

Art. 1314/147. Het aantal behaalde punten wordt waargenomen over een periode van drie volle kalenderjaren, met name de waarnemingsperiode.

Art. 1314/148. Binnen vijftien dagen na het einde van de maand maken de diensten het maandelijks overzicht van de aanwezigheidsdagen aan het Agentschap over, samen met het maandelijks overzicht van de aanwezigheidsdagen van de prioritaire gehandicapte personen in noodsituatie voor wie een bijzondere subsidie werd toegekend op basis van artikel 1314/172, beide behoorlijk ingevuld.

Art. 1314/149. Het Agentschap registreert de eventuele aankomsten en vertrekken van de gebruikers op basis van de maandelijks overzichten bedoeld in artikel 1314/149, en stuurt een fiche met het totaal van de voor bedoelde maand toegekende punten terug naar de dienst.

Art. 1314/150. Als het gemiddelde van de door de dienst gecumuleerde punten lager is dan zijn puntendoelstelling na afloop van de waarnemingsperiode, wordt zijn puntendoelstelling voor de volgende waarnemingsperiode verhoudingsgewijs verminderd.

Als het tekort aan punten bedoeld in het eerste lid hoger is dan vijf percent van de puntendoelstelling wordt het bedrag van subsidies overeenstemmend met het vastgestelde tekort aan punten door het Agentschap teruggevorderd.

Onderafdeling 3. — Herverdeling van de niet gebruikte punten

Art. 1314/151. De Waalse Regering wijst na afloop van de waarnemingsperiode de niet-gebruikte punten aan nieuwe diensten toe of verhoogt de puntendoelstelling van bestaande diensten.

Art. 1314/152. Om aanspraak te kunnen maken op de niet gebruikte punten die herverdeeld moeten worden, kapitaliseren de bestaande diensten tijdens de waarnemingsperiode een aantal overtollige punten ten opzichte van de puntendoelstelling.

Art. 1314/153. Het Agentschap maakt een rangschikking van de diensten op, waarbij voorrang gegeven wordt aan de diensten die deel uitmaken van de subregionale commissies waar het in artikel 1314/183 bedoelde dienstenaanbod het ongunstigst is.

Art. 1314/154. Het Agentschap verwittigt de diensten, die beschikken over een termijn van dertig dagen om zich kandidaat te stellen voor de toekenning van bijkomende punten.

Afdeling 3. — Verrekening van de punten

Art. 1314/155. De boekhouding van de waargenomen punten wordt bepaald door de aanwezigheidsdagen van de gebruikers, met uitzondering van die voor wie een bijzondere subsidie wordt toegekend op basis van de bepalingen van artikel 1314/172, met de waarde van het punt te vermenigvuldigen.

Art. 1314/156. Wat de residentiële diensten voor jongeren betreft, wordt de puntenwaarde van de aanwezigheidsdagen van de gebruikers bepaald als volgt :

Categorie van handicap	Waarde van één dag met schoolbezoek	Waarde van één halve dag met schoolbezoek	Waarde van een dag zonder schoolbezoek (met uitzondering van de week-ends en feestdagen)	Waarde van een dag zonder schoolbezoek (weekends of feestdagen)	Waarde van één dag steunverlening van de jongere of van zijn gezin wanneer de jongere niet aanwezig is in de dienst
Niveau 1	1	1,22	1,41	1,55	0,33
Niveau 2	1,25	1,53	1,76	1,94	0,42
Niveau 3	1,75	2,14	2,46	2,71	0,59
Niveau 4	1,75	2,14	2,46	2,71	0,59

Art. 1314/157. Onder "dag met schoolbezoek" en "halve dag met schoolbezoek" wordt verstaan de periodes tijdens dewelke de jongere in de dienst wordt gehuisvest en overdag een schoolinrichting bezoekt.

Met een dag met schoolbezoek of een halve dag met schoolbezoek wordt gelijkgesteld elke periode tijdens dewelke de jongere in de dienst wordt gehuisvest en overdag door een externe instelling wordt ten laste genomen.

Het soort dag bedoeld in het eerste lid kan uitsluitend voor de jongeren van minder dan 21 jaar, of van meer dan 21 jaar worden aangegeven en die hun schooljaren in het secundair onderwijs beëindigen het jaar dat ze 21 jaar worden.

Art. 1314/158. Onder "dag zonder schoolbezoek" wordt verstaan de periodes tijdens dewelke de jongere in de dienst wordt gehuisvest en hem ook overdag bezoekt.

Met dagen zonder schoolbezoek worden gelijkgesteld:

1° de periodes van weekend, feestdagen en vakanties tijdens dewelke de jongere in de dienst wordt gehuisvest en hem ook overdag bezoekt;

2° ten belope van maximum drie opeenvolgende dagen, de periodes van ontvluchting die het voorwerp hebben uitgemaakt van een persoonsbeschrijving bij de politie

Het soort dag bedoeld in het eerste lid kan uitsluitend voor de jongeren van minder dan 21 jaar, of van meer dan 21 jaar worden aangegeven en die hun schooljaren in het secundair onderwijs beëindigen het jaar dat ze 21 jaar worden.

Art. 1314/159. Onder "dag steunverlening van de jongere of van zijn gezin wanneer de jongere niet aanwezig is in de dienst", wordt verstaan de actie gevoerd extra-muros door de ploegen van de residentiële dienst voor jongeren om de jongere of zijn gezin te steunen in de invoering van een project van beroepsopleiding of integratie van een andere leefomgeving.

Met de dagen steunverlening bedoeld in het eerste lid worden gelijkgesteld de periodes tijdens dewelke de jongere in het ziekenhuis opgenomen wordt buiten de dienst onder de verantwoordelijkheid van de dienst of afgezonderd in een openbare instelling van jeugdbescherming, een psychiatrische instelling of een therapeutisch verblijfscentrum.

De dienst mag niet meer dan honderd tachtig dagen steunverlening bedoeld in het eerste lid per jongere aangeven wanneer laatstgenoemde naar de familiekring terugkeert.

De documenten die verslag uitbrengen over de acties gevoerd in het kader van de dagen steunverlening bedoeld in het eerste lid aangegeven door de dienst worden gevoegd bij het individuele dossier van de jongere en kunnen op verzoek worden geraadpleegd door de diensten van het Agentschap.

Art. 1314/160. De punten verkregen door een dienst resulteren uit de optelling van de waargenomen punten via de maandelijkse overzichten van de aanwezigheidsdagen.

HOOFDSTUK VIII. — *Subsidiëring**Afdeling 1. — Algemene bepalingen*

Art. 1314/161. Binnen de perken van de budgettaire kredieten ontvangen de diensten :

1° een basissubsidie;

2° een toeslag wegens geldelijke anciënniteit;

3° een bijzondere subsidie voor de diensten die personen bedoeld in artikel 1314/142 opvangen;

4° een specifieke subsidie waarmee ze de uit de opwaardering van de lastige uren resulterende loonsverhogingen kunnen financieren, alsook de toeslag op de eindejaarspremie en de opleiding in het kader van de maatregelen genomen bij de driedelige overeenkomst voor de Waalse privé non-profit sector op 24 februari 2011.

Afdeling 2. — Basissubsidie

Art. 1314/162. De basissubsidie dekt :

1° de werkingslasten;

2° de lasten van het niet-educatieve en educatieve personeel waarvan de kwalificaties beantwoorden aan de vereiste titels bedoeld in bijlage 114/2;

3° de lasten i.v.m. de bezoldiging van de coördinerend arts;

4° de persoonsgebonden kosten;

5° de toeslagen bestemd voor de compenserende indienstneming i.v.m. de toekenning van bijkomende verlofdagen in het kader van de maatregelen genomen bij de driedelige overeenkomst voor de Waalse privé non-profit sector;

6° wat de betrokken diensten betreft, de toeslag i.v.m. de opwaardering van de weddeschalen voor de hoofdopvoeders en de groepshoofden.

Art. 1314/163. De basissubsidie wordt verkregen door de puntendoelstelling van een dienst met de puntwaarde te vermenigvuldigen.

Art. 1314/164. § 2. De waarde van een punt in een residentiële dienst voor jongeren wordt vastgelegd op 127,64 euro voor de diensten beheerd door een private inrichtende macht.

§ 2. De waarde van een punt in een residentiële dienst voor jongeren wordt vastgelegd op 126,23 euro voor de diensten beheerd door een openbare inrichtende macht.

Art. 1314/165. Voor de toepassing van artikel 1314/156, worden de residentiële tenlastenemingen voor jongeren in vier niveaus ingedeeld:

1° niveau 1: tenlasteneming die moet voorzien in de behoeften van de gebruikers met lichte of gematigde geestelijke deficiëntie, of met ernstige gezichts- of gehoorstoornissen;

2° niveau 2: tenlasteneming die moet voorzien in de behoeften van de gebruikers met een ernstige geestelijke deficiëntie, met of zonder overweldigende ontwikkelingsstoornissen, karakterstoornissen, stoornissen in de motoriek, dysmelie, poliomyelitis of skeletmisvormingen;

3° niveau 3: tenlasteneming die moet voorzien in de behoeften van de gebruikers met hersenverweking, multiple sclerose, spina bifida of aangeboren of opgelopen hersenletsel.

4° niveau 4: tenlasteneming die moet voorzien in de behoeften van de gebruikers met autisme.

Art. 1314/166. De basissubsidie wordt voortijdig bij maandelijkse afbetalingen betaald in de loop van het bestemmingsjaar.

De maandelijkse afbetalingen worden automatisch aangepast tijdens de tweede maand na de overschrijding van de basisindex die als referentie dient voor de indexering van de lonen van de ambtenaren.

Art. 1314/167. De Minister bepaalt de puntendoelstelling van de dienst die opgericht is of waarvoor een uitbreiding wordt toegestaan tengevolge van de toekenning van een specifieke financiering waartoe de Regering besloten heeft.

Afdeling 3. — Toeslag wegens geldelijke anciënniteit

Art. 1314/168. § 1. Een subsidietoeslag voor het personeel wordt aan het einde van het boekjaar verleend aan de diensten waarvan het gezamenlijke personeel een gemiddelde geldelijke anciënniteit heeft die hoger is dan tien jaar, om hen in staat te stellen de loonsverhogingen i.v.m. de anciënniteit van het personeel te financieren.

§ 2. Aan het einde van elk kalenderjaar maakt de dienst uiterlijk tegen 31 maart het tewerkstellingskadaster via elektronische weg aan het Agentschap over.

De voor elk personeelslid in aanmerking te nemen geldelijke anciënniteit is die waarop het recht heeft op 31 december van het boekjaar dat het voorwerp is van de subsidie, gewogen met het volume van de bezoldigde dienstverleningen.

Voor de personeelsleden die de dienst verlaten hebben vóór de datum bedoeld in het tweede lid, is de in aanmerking te nemen geldelijke anciënniteit die waarop zij recht hebben op de vertrekdatum, gewogen met het volume van de bezoldigde dienstverleningen.

Het resultaat van de deling wordt vervolgens verminderd met een half jaar anciënniteit.

Art. 1314/169. De omvang van de prestaties die in acht genomen wordt voor de berekening van de geldelijke anciënniteit van de werknemer die in aanmerking komt voor een maatregel voor de regeling van de loopbaanbeëindiging, zoals bedoeld in punt III van bijlage 102, is gelijk aan degene waarover hij beschikte vóór de vermindering van zijn prestaties tot een halftijdse betrekking.

De omvang van de bezoldigde prestaties van de werknemer die in dienst genomen is om de werknemer te vervangen die zijn prestaties van voltijds naar halftijds vermindert op grond van deze bepalingen, worden niet in aanmerking genomen.

Art. 1314/170. § 1. De gemiddelde anciënniteit wordt bepaald op basis van het tewerkstellingskadaster van het personeel dat bij de bestaande dienst aangesteld is.

§ 2. De anciënniteit die in aanmerking wordt genomen, is die van het personeel aangesteld bij de dienst vermeld op de laatste personeelslijst waarover het Agentschap beschikt.

§ 3. Bij de oprichting van een dienst wordt de beginanciënniteit forfaitair vastgelegd op tien jaar.

§ 4. De toeslag wordt verkregen door de basissubsidie te vermenigvuldigen met het in bijlage 114/5 bedoelde evolutiepercentage voor de anciënniteit.

Art. 1314/171. Als de toeslag voor de eerste keer wordt toegekend, wordt hij automatisch in de vorm van voorschotten voor het volgende jaar betaald.

Als de anciënniteit kleiner of hoger is dan degene die als basis heeft gediend voor de toekenning van de voorschotten, wordt de toegekende toeslag aangepast.

Afdeling 4. — Bijzondere toelage

Art. 1314/172. Bij voortdurend gebrek aan beschikbare plaatsen kan de Minister, binnen de perken van de daartoe voorziene begrotingskredieten, een bijzondere toelage toekennen aan de diensten die op zijn exclusief verzoek de in hoofdstuk VI bedoelde personen opvangen.

De bijzondere toelage mag enkel toegekend worden aan de diensten die de daadwerkelijke bezetting door gebruikers van alle fysieke residentiële plaatsen bedoeld in artikel 1314/102, 3°, kunnen aantonen.

De bijzondere toelage bedraagt op jaarbasis :

1° 45.000 euro voor de residentiële zorgverlening van gebruikers van niveau 1 en 2;

2° 60.000 euro voor de residentiële zorgverlening van gebruikers van niveau 3 en 4.

Dit bedrag wordt verhoogd met het resultaat van de vermenigvuldiging van de toelage bedoeld in het tweede lid met het in bijlage 114/5 bedoelde evolutiepercentage waargenomen voor de anciënniteit.

Art. 1314/173. Als een op basis van artikel 1314/142 opgenomen gebruiker de dienst verlaat, wordt de bijzondere toelage dat hem voor die opname is verleend, ingetrokken.

Afdeling 5. — Non-profit toeslagen

Art. 1314/174. De diensten ontvangen specifieke toelagen voor de financiering van :

1° de loonsverhogingen die voortvloeien uit de opwaardering van de lastige uren;

2° de toeslag bovenop het vaste gedeelte van de eindejaarspremie;

3° de opleiding.

De begunstigde diensten en de modaliteiten tot berekening van de subsidies worden bepaald bij het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2010 betreffende de subsidiëring van de maatregelen van de driedelige overeenkomst voor de Waalse privé non profit sector.

Afdeling 6. — Vakbondspremies

Art. 1314/175. Het Agentschap stort namens de diensten op het fonds dat instaat voor de betaling van de vakbondspremies, een bedrag dat overeenstemt met het aantal werknemers die er in aanmerking voor kunnen komen, vermenigvuldigd met het bedrag van de vakbondspremie per werknemer, dat bepaald is overeenkomstig de wet van 1 september 1980 betreffende de toekenning en de uitbetaling van een vakbondspremie aan sommige personeelsleden van de overheidssector.

Afdeling 7. — Overeenkomst tot bevordering van de tewerkstelling

Art. 1314/176. Het totaalbedrag van de subsidies dat voortvloeit uit de bepalingen van deze titel wordt verminderd met de tegenwaarde van het bedrag dat eventueel gestort wordt door het Tewerkstellingsfonds aan het Rijksinstituut voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering als compensatie voor de subsidiëring van de vergoeding bedoeld in artikel 4 van het koninklijk besluit van 22 september 1989 tot bevordering van de tewerkstelling in de non-profitsector.

Afdeling 8. — Sancties

Art. 1314/177. Als de documenten bedoeld in de artikelen 1314/129, 1314/148 en 1314/168, § 2, niet binnen de voorgescreven termijnen overgemaakt worden, wordt per dag achterstand een boete opgelegd waarvan de waarde gelijk is aan vijf keer de puntwaarde bedoeld in artikel 1314/164.

Onverminderd de boete bedoeld in het eerste lid, stuurt het Agentschap de dienst na afloop van de termijnen bedoeld in het eerste lid een aanmaning toe bij aangetekend schrijven of door elk middel dat vaste datum verleent.

Als het Agentschap het ontbrekende document niet heeft ontvangen binnen tien dagen na de aanmaning verzonden bij aangetekend schrijven of door elk middel dat vaste datum verleent, wordt de basissubsidie van de dienst voor het bedoelde jaar vastgelegd op negentig percent van het bedrag waarop hij het jaar ervoor aanspraak kon maken.

Afdeling 9. — Controle op het gebruik van de subsidies

Art. 1314/178. § 1. De controle op het gebruik van de subsidies door het Agentschap wordt over driejaarlijkse periodes gevoerd.

Als het totaalbedrag van de toelaatbare lasten na afloop van elke periode kleiner is dan de overeenkomstige subsidies, wordt het verschil ingevorderd.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 kan de residentiële dienst voor jongeren, die deel uitmaakt van een administratieve entiteit, voor een jaarlijkse controle kiezen.

Als de dienst echter voor een driejaarlijkse controle kiest, deelt hij aan het Agentschap mee, volgens de modaliteiten die het Agentschap bepaalt, uiterlijk tegen 30 juni van het jaar na het boekjaar, het gekozen type controle, alsook een voorstel van ingangsdatum voor de periode waarvoor het Agentschap zijn akkoord geeft.

Als die informatie niet verstrekt wordt binnen de termijn bedoeld in het tweede lid, wordt het geheel van de diensten van de administratieve entiteit jaarlijks gecontroleerd.

Art. 1314/179. § 1. Het Agentschap vergewist zich van de naleving van de regels voor de toekenning en het gebruik van de toelagen.

De basissubsidie bedoeld in artikel 1314/162 wordt evenwel voor personeelslasten gebruikt naar rato van minimum tachtig percent en voor persoonsgebonden kosten naar rato van minimum vier percent.

De financiële bijdrage die van de gebruikers verlangd wordt, bedoeld in artikel 1314/181, § 1 en § 2, wordt door de diensten gebruikt voor de financiering van de in aanmerking komende lasten.

Ze wordt niet door het Agentschap teruggevorderd.

§ 2. De perken van de toelaatbaarheid van de lasten worden nader bepaald in de bijlagen 102 en 114/6.

Art. 1314/180. De financiële bijdrage die krachtens artikel 1314/181, § 3, van de gebruikers of hun wettelijke vertegenwoordigers verlangd wordt, wordt geboekt als invorderingen van onkosten betreffende de rekeningen 6010, 6011, 6012, 613, 61601, 644 bedoeld in het boekhoudplan waarvan de diensten d.m.v. een omzendbrief in kennis wordt gesteld.

In het kader van de controle op het gebruik van de subsidies worden de in het eerste lid bedoelde bijdragen in mindering gebracht van het bedrag van de overeenstemmende lasten.

HOOFDSTUK IX. — *Financiële bijdrage van de gebruikers*

Art. 1314/181. § 1. De dienst mag de gebruikers die bij hen verblijven een financiële bijdrage aanrekenen die voor de betrokken maand niet hoger mag zijn dan een derde van hun kinderbijslag, berekend op een dagelijkse basis.

Indien de gebruiker tenminste vijf dagen binnen de maand aanwezig is, mag een bijkomend bedrag niet hoger dan een derde van zijn kinderbijslag aangerekend worden.

In afwijking van het eerste en tweede lid, mag de dienst de gebruikers die door hun sociale of familiale toestand onder de permanente verantwoordelijkheid van de dienst zijn, een financiële bijdrage aanrekenen die niet hoger mag zijn dan het totaalbedrag van hun kinderbijslag.

In afwijking van het eerste en tweede lid, is de financiële bijdrage gevraagd aan de gebruikers die opgevangen en gehuisvest worden, niet hoger dan twee derde van hun kinderbijslag, berekend op een dagelijkse basis :

1° hetzij bij een pleeggezin erkend door een dienst voor de plaatsing in gezinnen die gesubsidieerd en erkend is in het kader van het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;

2° hetzij door een opvangpersoon geaccrediteerd door een begeleidingsdienst voor gezinsopvang, zoals bedoeld in Hoofdstuk I van Titel VII van dit Wetboek.

De dienst mag de gebruikers die van de dagen steunverlening bedoeld in artikel 1314/159 gebruik maken, een financiële bijdrage aanrekenen die de 20,75 euro per maand niet overschrijdt.

§ 3. De dienst rekent geen toeslag bovenop de financiële bijdrage aan, met uitzondering van de kosten inherent aan een specifieke activiteit die hij organiseert of aan specifieke behoeften van de gebruiker met het oog op zijn welzijn en persoonlijke ontplooiing.

Als de toeslag door de dienst wordt geëist, moet de gebruiker of zijn wettelijke vertegenwoordiger tevoren daarmee instemmen.

Art. 1314/182. Het Agentschap kan bijkomende middelen toekennen aan de diensten die kunnen aantonen dat het totaalbedrag van de financiële bijdragen ontvangen bij hun gebruikers tijdens het afgelopen jaar kleiner is dan het bedrag voortvloeiend uit de vermenigvuldiging van de aanwezigheidsdagen van die gebruikers door een bedrag van 8,70 euro.

De dienst dient een verzoek in bij het Agentschap uiterlijk tegen 31 maart na het afgelopen boekjaar. Het verzoek is enkel ontvankelijk als de dienst tenminste kan bewijzen dat :

1° er stappen bij de bevoegde organen gezet worden voor elke gebruiker opgevangen in de loop van het jaar, om het recht op verhoogde kinderbijslagen te openen;

2° er financiële bijdragen bij de gebruikers tijdens het afgelopen jaar ontvangen zijn.

Het jaarlijks totaalbedrag van de toegekende bijkomende middelen is niet hoger dan 122.850 euro.

HOOFDSTUK X. — *Programmering*

Art. 1314/183. Het dienstenaanbod wordt bepaald door de som van de puntdoelstellingen van elke subregionale commissie te delen door hun bevolkingscijfer.

Art. 1314/184. Het aantal diensten mag het aantal diensten erkend op 1 januari 2017 niet overschrijden.

Het aantal diensten kan evenwel evolueren als de daartoe bestemde aanvullende kredieten door de Waalse Regering vrijgemaakt worden.

Om het behoud van het globale aanbod te garanderen, is het aantal fysieke residentiële plaatsen toegankelijk voor de gebruikers niet kleiner dan het aantal fysieke residentiële plaatsen bedoeld in artikel 1314/102, 3°.

De dienst die dit aantal verlaagt, met uitzondering van de bepalingen bedoeld in hoofdstuk XI, ziet zijn puntdoelstelling voor het jaar na deze verlaging verhoudingsgewijs verminderd.

HOOFDSTUK XI. — *Omvorming*

Art. 1314/185. De residentiële dienst voor jongeren die wenst dat het geheel of een deel van zijn puntendoelstelling overgedragen wordt aan erkenningseenheden die de opvang, het verblijf of de begeleiding van volwassen gebruikers beogen kan daar bij het Agentschap een aanvraag voor indienen.

De overwogen overdracht :

1° maakt de handhaving van alle voltijdse banen mogelijk;

2° waarborgt het behoud van :

a) het bezoldigingsstatuut van de werknemers;

b) de bestaande betrekkingen binnen de perken bepaald door de erkenningsnormen van de omgevormde structuur;

3° waarborgt de budgettaire neutraliteit van de omvorming;

4° voorziet in de modaliteiten van de personeelsopleiding;

5° beantwoordt aan de doelstellingen van het beheerscontract.

Art. 1314/186. Behoudens afwijking en binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten mag de kostprijs van de aldus opgerichte erkenningseenheden niet hoger zijn dan het toelagesaldo dat voortkomt uit de vermindering van de capaciteit van de dienst waarvan de tenlastenemingen zijn omgezet.

HOOFDSTUK XII. — *Adequatie van het stelsel*

Art. 1314/187. De relevantie van het erkennings- en subsidiëingsstelsel via punten wordt gezamenlijk door het Agentschap en de betrokken diensten geëvalueerd in de loop van het jaar dat volgt op een vol kalenderjaar waarin de in de hoofdstukken VII tot XI bedoelde bepalingen toegepast worden.”.

Art. 30. In hetzelfde Wetboek worden de artikelen 1394/17 tot 1394/18, luidend als volgt, ingevoegd:

« Art. 1394/17. De eerste waarnemingsperiode bedoeld in artikel 1314/147 gaat in op 1 januari 2017.

Art. 1394/18. De bedragen bedoeld in de artikelen 1314/164, 1314/172, 1314/181, § 2, en 1314/182, leden 1 en 3, worden gekoppeld aan het spilindexcijfer dat als referentie dient voor de loonindexering in het openbaar ambt, met name 164,09 op 1 januari 2013.”.

Art. 31. In hetzelfde Wetboek wordt bijlage 101, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2016, vervangen door een bijlage 1 dat bij dit besluit wordt gevoegd.

Art. 32. In bijlage 107 van hetzelfde Wetboek, onder a), wordt de tabel met betrekking tot de residentiële diensten voor jongeren opgeheven.

Art. 33. In bijlage 110 van hetzelfde Wetboek, onder a), wordt de tabel met betrekking tot de residentiële diensten voor jongeren opgeheven.

Art. 34. In hetzelfde Wetboek wordt het opschrift van bijlage 111 vervangen als volgt:

« Bijlage 111 - Normen met betrekking tot de infrastructuren bedoeld in de artikelen 1237 en 1314/130”.

Art. 35. Bijlage 112 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2016, wordt opgeheven.

Art. 36. Bijlage 114 bij hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 37. In hetzelfde Wetboek wordt het opschrift van bijlage 114/1 vervangen als volgt:

”Bijlage 114/1 bedoeld in de artikelen 1314/4, 1°, en 1314/99 van het Waals reglementair Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid”.

Art. 38. In hetzelfde Wetboek wordt het opschrift van bijlage 114/2 vervangen als volgt:

”Bijlage 114/2 bedoeld in de artikelen 1314/25 en 1314/120 van het Waals reglementair Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid”.

Art. 39. In hetzelfde Wetboek wordt bijlage 114/3, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2016, vervangen door een bijlage 2 dat bij dit besluit wordt gevoegd.

Art. 40. In hetzelfde Wetboek wordt het opschrift van bijlage 114/5, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2016 en van 14 juli 2016, vervangen door hetgeen volgt:

”Bijlage 114/5 bedoeld in de artikelen 1314/82, § 4, 1314/84, 1314/70, § 4, en 1314/172 van het Waals Reglementair Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid”.

Art. 41. In hetzelfde Wetboek wordt het opschrift van bijlage 114/6, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2016, vervangen door hetgeen volgt:

Bijlage 114/6 bedoeld in artikel 1314/91, § 2, en 1314/179, § 2, van het Waals reglementair Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid”.

Art. 42. In artikel 3, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2010 betreffende de subsidiëring van de maatregelen van de driedelige overeenkomst voor de Waalse privé non profit sector, vervangen bij het besluit van 23 juni 2016, worden de woorden ”3.167.208,94 euro” vervangen door de woorden ”2.567.100,08 euro”.

Art. 43. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2017.

Art. 44. De Minister van Sociale Actie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 14 december 2017.

Voor de Regering :

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken
en Administratieve vereenvoudiging,

A. GREOLI

BIJLAGE 1

Bijlage 101 bij het Waals reglementair Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid

Bedragen van de dagelijkse subsidie bedoeld in artikel 1264
Residentiële diensten voor volwassenen :

Kleiner dan of gelijk aan 30 opnames	8,87 euro
Hoger dan 30 opnames	8,43 euro

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 14 december 2017 tot wijziging van sommige bepalingen van het Waals reglementair Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, Tweede deel, Boek V, Titel VII en Titel XI, betreffende de begeleidingsdiensten in het gezinsopvangtype en de residentiële diensten en dagopvangdiensten voor gehandicapte personen en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2010 betreffende de subsidiëring van de maatregelen van de driedelige overeenkomst voor de Waalse privé non-profitsector

Namen, 14 december 2017.

Voor de Regering :

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken
en Administratieve vereenvoudiging,
A. GREOLI

BIJLAGE 2

Bijlage 114/3 bij het Waals reglementair Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid

PERSENEELSNORMEN bedoeld in de artikelen 1314/27 en 1314/122 van het Waals reglementair Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid

Minimale kwantitatieve personeelsnormen die nageleefd moeten worden naar gelang van de puntdoelstellingen en de nominatieve punten

- a) Wat de dagopvangdiensten voor volwassenen betreft
 - Niet educatief personeel : 0,3100 VTE per 1000 punten
 - Educatief personeel : 1,1200 VTE per 1000 punten
- b) Gespecialiseerde opvangdiensten voor jongeren :
 - Niet educatief personeel : 0,3100 VTE per 1000 punten
 - Educatief personeel : 1,2400 VTE per 1000 punten
- c) Residentiële diensten voor jongeren
 - Educatief personeel : 1,4700 VTE per 1000 punten

Onder "educatief personeel" wordt verstaan het geheel van de psychologen, paramedici, maatschappelijk assistenten, opvoeders van de categorieën I en II en opvoeders groepsleiders van wie de kwalificatie beantwoordt aan de in bijlage 114/2 opgenomen vereisten, ongeacht hun statuut, zelfs wanneer hun diensten via een dienstenmaatschappij worden verleend.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 14 december 2017 tot wijziging van sommige bepalingen van het Waals reglementair Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, Tweede deel, Boek V, Titel VII en Titel XI, betreffende de begeleidingsdiensten in het gezinsopvangtype en de residentiële diensten en dagopvangdiensten voor gehandicapte personen en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2010 betreffende de subsidiëring van de maatregelen van de driedelige overeenkomst voor de Waalse privé non-profitsector

Namen, 14 december 2017.

Voor de Regering :

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken
en Administratieve vereenvoudiging,
A. GREOLI